



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 18 AVRIL 1925

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 18TH APRIL, 1925

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE
OFFICIELLE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

Gazette officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication,

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
GAZETTE.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication.

qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1097

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

1098

Lettres patentes

"Almo Producing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mars 1925, constituant en corporation: Joseph Cohen, Lucien Gendron et J.-René Gauthier, avocats, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, location ou autrement, et construire, posséder et maintenir des théâtres, salles d'opéras, salles de musique, cafés, salles d'assemblées, bureaux, restaurants, salles de lecture, salles de club et autres lieux d'amusements, et les construire, gérer, mettre en œuvre et les exploiter;

Transiger les affaires de producteurs de pièces théâtrales et gérants de théâtre et s'occuper généralement et dans toutes ses spécialités de l'exploitation de théâtres, opéras, salles de musique et de lecture;

Faire des conventions avec des auteurs, compositeurs et autres personnes pour l'obtention de droits d'auteur, permis et droits de représentation de drames, pièces, opéras, opérettes, burlesques, farces, comédies, vaudeville, pantomimes, ballades et autres représentations et productions;

Exercer l'industrie d'éditeurs et imprimeurs dramatiques et musicaux avec pouvoir de faire tous contrats se rapportant et se rattachant à toute entreprise théâtrale musicale, dramatique ou d'impression et publication;

Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Lettres patentes

"Almo Producing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of March, 1925, incorporating: Joseph Cohen, Lucien Gendron, and J. René Gauthier, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to construct, own and maintain theatres, opera houses, music halls, cafes, meeting rooms, offices, restaurants, reading rooms, club rooms and other places of amusement and to conduct, manage, operate and carry on same;

To transact the business of theatre producers and managers, and to do a general amusement theatrical, dramatic, operatic, musical and lecture business, in all its branches;

To enter into agreements, with authors, composers, and other persons for copyrights, licences and right to play dramas, sketches, operas, operettas, burlesques, farces, comedy farces, vaudeville, pantomimes, ballads and other representations and productions;

To carry on business of dramatical and musical publishers and printers, with power to enter into any and all contracts, relating and incidental to any theatrical, musical, dramatical or printing and publishing enterprising;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont en totalité ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou qui exerce toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter à la compagnie, soit directement ou indirectement;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir et supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommiss et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou les parents de telles personnes ou ceux dont il sont les soutiens, et accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Prêter des fonds aux clients et autres personnes en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements, with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and

et mettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

Prendre les moyens jugés convenables pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Almo Producing Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la chambre 72, édifice Albee, rue Mayer, en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de mars, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
1919 C.-J. SIMARD.

issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Almo Producing Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at room 72 Albee Building, Mayor Street, in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,
1919 Assistant Provincial Secretary.

"Art Linen Manufacturing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mars 1925, constituant en corporation: Louis Diner, Alexander-I. Popliger, Frank Callaghan, avocats, de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce et la fabrication en gros et en détail de toile, toile brodée et autres cotonnades, du coton brut au produit ouvré, et aussi faire la fabrication et le commerce de tous effets et marchandises dans la confection desquels le coton, la soie ou tout autre drap est ou peut être utilisé;

Exercer le métier et l'industrie de fabricants de coton, soie, toile, laine, fil, fibre de laine, et manufacturiers et commerçants de soie, coton, toile, fils de soie, fils de coton et toutes autres formes de drap et soie de toute description dans toutes leurs spécialités respectives; acheter, louer ou acquérir autrement des champs et terres pour la culture du coton, des métiers pour tisser le coton, la soie et la laine, des droits sur des champs pour cultiver le coton, des droits pour la fabrication de la soie, des fabriques et filatures

"Art Linen Manufacturing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March 1925, incorporating: Louis Diner, Alexander I. Popliger, Frank Callaghan, avocats, Montreal, for the following purposes:

To deal and manufacture wholesale and retail in linens, embroidered linens and other cotton goods, from the raw cotton to the finished products thereof, and also to manufacture and deal in all goods and merchandise in which cotton, silk or any other cloth is or may be used;

To carry on the trades and business of cotton manufacturers, silks, linens, wool, thread, wool fibre, and manufacturers and dealers in silks, cotton, linens, silks, silk threads, cotton threads and other forms of cloth and silks of every description in all their respective branches; to purchase, lease, or otherwise acquire cotton fields, land, cotton looms, silk looms, and woollen looms, cotton-field rights, silk manufacturing rights, cotton factories and silk factories, cotton mills, silk mills and water powers and any inter-

pour la fabrication du coton et de la soie, et des forces hydrauliques, et tous intérêts y relatifs, et les exploiter, exercer ou développer et les faire valoir; localiser, extraire et travailler, sortir, préparer pour le marché, et faire le commerce de coton, soie et laine naturels, coton, soie, laine et toile manufacturés, de la soie à l'état brut, et des soies, cotons, laines, matières colorantes et mordants, fils de coton, fils de soie et autres cotons, toiles, lainages et soieries, et substances et autres produits; broder, coudre, travailler, unir, apprêter, manipuler et préparer pour le marché, acheter, vendre toutes sortes de cotonnades, soieries et lainages et toutes sortes de substances qui en sont dérivées, et faire toutes autres opérations relativement aux cotonnades, soieries et lainages, qui sembleront de nature à favoriser aucun des objets de la compagnie, et faire l'achat, la vente, la fabrication et le commerce d'installations et de machinerie, instruments et outillages pour la fabrication de cotonnades, soieries et lainages, et de tous effets et choses pouvant servir en rapport avec la fabrication de toutes sortes de toiles et de leurs produits et toutes sortes d'opérations que cette compagnie peut exercer ou dans lesquelles elle peut être intéressée, et qui sont requis par les ouvriers et autres employés de la compagnie;

Acheter, vendre ou disposer autrement, manufacturer, acheter ou acquérir autrement, détenir, posséder, céder et transporter, troquer, exporter, importer, faire le commerce, soit comme principaux ou comme agents ou à commission, sur consignation ou autrement, d'effets, denrées, produits, toiles et marchandises étrangers et domestiques de toutes sortes, espèces et descriptions quelconques, et faire un commerce général comme marchands à commission, exportateurs, importateurs, courtiers, agents des ventes, négociants, facteurs, et agir comme représentants pour des maisons canadiennes et étrangères et pour d'autres personnes, firmes ou corporations, et agir comme agents de manufacturiers, dans et pour des effets, denrées, produits, toiles et marchandises de toute nature et espèces quelconques; et exercer l'industrie de manufacturiers généraux de marchandises en toile de toutes sortes et espèces;

Construire, exécuter, faire, outiller, améliorer, exploiter, développer, administrer, gérer ou contrôler des structures et commodités de toutes sortes, d'ordre public et privé, expression (dont le sens général n'est d'aucune manière limité par ce qui suit) et qui comprend des docks, havres, jetées, quais, canaux, réservoirs, digues, travaux d'irrigation, de recouvrement, d'amélioration, égout, de drainage, d'hygiène, d'hydraulique, de gaz, et usines de force motrice, des hôtels, entrepôts, marchés et édifices publics, ainsi que toutes autres structures ou commodités d'utilité publique;

Manufacturer, réparer, acquérir, acheter, vendre, échanger, installer, outiller, et faire le commerce d'engins, machineries, d'outils et instruments de toutes sortes, et acquérir, acheter, vendre, échanger ou faire le commerce de tous matériaux, métaux et articles servant à la fabrication et la réparation d'engins, machineries, outils et instruments ou se rapportant en aucune manière aux engins, machineries, outils et instruments;

Exercer le commerce d'entrepôts, agents d'assurance et agents d'immeubles;

Détenir, acheter, prendre ou acquérir autrement, soit par souscription originaire, achat, par l'entremise de la bourse, à vente privée ou en échange pour les actions, obligations, débetures

est therein and to work, exercise, or develop and bring to account the same; to locate, get and work, raise, make marketable and deal in natural cottons, silks, wool, manufactured cottons, silks, wool and linens, silks raw and silks, cottons, wools, colored pigments and pigments, cotton threads, silk threads, and other cottons, linens, woollens, and silks and substances and other products; to embroider, stitch, get, unite, arrange, manipulate and prepare for market, buy, sell any forms of cottons, silks, and woollens and all sorts of substances derived from them and to carry on any other cotton, silks and woollens operation which may seem conducive to any of the company's objects, and to buy, sell, manufacture and deal in cottons, silks, woollens plant and machinery implements, conveniences, provisions and things capable of being used in connection with all forms of linen manufacture and products thereof and other operations which the company may carry on or be interested in or required by workmen and others employed by the company;

To buy, sell, and otherwise dispose of, manufacture, purchase or otherwise acquire, hold, own, assign and transfer, invest in, trade, export, import, deal in and deal with either as principals or agents and upon commission, consignment or otherwise, goods, wares, products, linens and merchandise, foreign and domestic of every kind and class and description whatsoever, and to do a general business as commission merchant, exporter, importer, broker, selling agent, jobber, factor and to act as representatives for Canadian or foreign commercial houses and for other persons, firms or corporations and to act as manufacturers' agent, in and for goods, wares, products, linens and merchandise of any kind and nature whatsoever and to carry on the business of general manufacturers of linen merchandise of every kind and description;

To construct, execute, carry out, equip, improve, work, develop, administer, manage or control public and private works and conveniences of all kinds, which expression (the generality of which is not to be limited in any way by the following) includes docks, harbours, piers, wharves, canals, reservoirs, embankments, irrigations, reclamation, improvement, sewage, drainage, sanitary, water, gas, and power supply works, and hotels, warehouses, markets and public buildings, and all other works or conveniences of public utility;

To manufacture, repair, acquire, buy, sell, exchange, set up, equip and deal in engines, machinery, tools and implements of all kinds, and to acquire, buy, sell, exchange and deal in all materials, metals and articles used in the manufacture and repair of engines, machinery, tools and implements or in any way in connection with engines, machinery, tools and implements;

To carry on the business of warehousemen, insurance agents and real estate agents;

To hold, purchase, take or otherwise acquire, whether by original subscription, purchase through the stock exchange, private sale or in exchange for shares, bonds, debentures or

ou autres valeurs de cette compagnie ou autrement, et détenir, vendre, transférer ou aliéner autrement les actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débiteurs, bons et autres obligations de toute autre compagnie, et voter sur toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent ou des agents que les directeurs pourront nommer;

Acheter, louer ou acquérir autrement la totalité ou toute partie du commerce, des propriétés, franchises, clientèle, biens, droits et privilèges que détiennent ou dont jouissent toute personne, firme ou corporation exerçant tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou en possession de biens convenant aux fins de cette compagnie, et les payer soit totalement ou partiellement en argent ou totalement ou partiellement en obligations, actions acquittées ou autres valeurs de la compagnie ou autrement, et se charger des obligations d'aucune telle personne, firme ou corporation;

Promouvoir toute autre compagnie dans le but d'acquérir la totalité ou toute partie des propriétés, de l'entreprise, ou la totalité ou toute partie des obligations de cette compagnie ou dans le but d'entreprendre tout commerce ou opérations qui paraîtront susceptibles d'aider ou de profiter à cette compagnie, ou d'augmenter la valeur des propriétés ou du commerce de cette compagnie;

Prendre part à l'administration, la surveillance et au contrôle du commerce et des opérations de toute autre corporation, compagnie à responsabilité limitée ou entreprise dont les actions ou valeurs sont détenues par cette compagnie, ou dans lesquelles cette compagnie est intéressée autrement et à ces fins, nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables ou autres experts ou agents, prêter des fonds à toute telle autre corporation, compagnie à responsabilité limitée ou entreprise ou toute autre compagnie quelconque, garantir leurs obligations, gager son actif pour leur bénéfice, leur aider autrement, aux termes et conditions que les directeurs jugeront convenables;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour autres fins, avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter, directement ou indirectement, à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les obligations ou aider autrement telle personne, firme ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et des valeurs de toute compagnie et les vendre, les détenir, les émettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Rémunérer toute personne, soit par l'émission d'actions acquittées et non-sujettes à appel ou par l'octroi d'une commission pour services rendus à cette compagnie en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou de toutes obligations, débiteurs ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à la formation ou à l'organisation de la compagnie ou dans la conduite de ses opérations;

Placer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, et en disposer, de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Tirer, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

other securities of this company or otherwise, and to hold, sell, transfer, or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, goodwill, assets, rights and privileges held or enjoyed by any person, firm or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this company, and to pay therefor either wholly or partly in cash or other securities of the company, or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

To promote any other company for the purpose of acquiring all or any of the property and undertaking all or any of the liabilities of this company, or of undertaking any business or operations which may appear likely to assist or benefit this company, and to enhance the value of any property or business of this company;

To take part in management, supervision and control of the business or operations of any other corporation, limited liability company, undertaking, shares or securities of which are held by the company, or in which the company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants or other experts or agents, to lend money to, to guarantee the obligations of, pledge of its assets for the benefit of or otherwise assist any such other corporation, limited liability company or undertaking or any other and further company whatsoever, upon such terms, subject to such conditions as the directors may think fit;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company; to lend money to, guarantee the obligations of, or otherwise assist any such person, firm or corporation, and to take or otherwise acquire shares and securities of any company, and to sell, hold, or issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To remunerate any person whether by the issue of fully paid non-assessable shares or by the granting of a commission for the services rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any bonds, debentures, or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To draw, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

Obtenir, acquérir et acheter de toute manière quelconque des propriétés immobilières, qu'elles soient requises ou non pour les susdites opérations, et en disposer de toute manière quelconque, et aussi emprunter des deniers, hypothéquer lesdits immeubles pour garantir tels emprunts faits par ladite compagnie;

Conclure avec aucune autorité municipale, locale ou autre, tous arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux, et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir, et exécuter, exercer, se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Procurer à la compagnie son enregistrement ou sa reconnaissance dans tout pays étranger et désigner toute personne pour l'y représenter d'après les lois de tel pays étranger, et pour recevoir, pour et au nom de la compagnie, assignation de toutes procédures dans tout procès ou poursuite;

Emettre et répartir comme acquittées les actions de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement complet ou partiel de toute industrie, franchise, entreprise, propriété, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, obligations et débetures ou autres biens ou droits qu'elle pourrait légitimement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes; et avec l'approbation des actionnaires, pour tous services à elle rendus;

Vendre ou aliéner la totalité ou toute partie de l'actif et de l'entreprise de la compagnie, comme une industrie en opération ou autrement, pour telle considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, obligations, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, les biens de la compagnie et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou valeurs d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont celle-ci aurait le pouvoir de disposer;

Prélever et aider à prélever des deniers pour toute autre personne, firme ou compagnie et leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs, lettres de change ou autrement, et garantir l'exécution de contrats par telle personne, firme ou compagnie ou par toute personne avec laquelle la compagnie est en affaires;

Faire toutes ou aucune des choses susmentionnées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Art Linen Manufacturing Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

1911

C.-J. SIMARD.

"Chez Perreault, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de mars 1925, constituant en

To obtain, acquire and purchase in any manner whatsoever immovable property whether required for the said business or not and to dispose of same in any manner whatsoever and also to borrow money and hypothecate the said immovables in security of such loans made by the said company;

To enter into any arrangements with the authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company, and to accept service for and on behalf of any process or suit;

To issue and allot, as fully paid up, stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchises, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, licenses, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted and, with the approval of the shareholders, of any services rendered to it;

To sell or dispose of the whole or any part of the assets and undertaking of the company as a going concern or otherwise, for such consideration as the company may deem fit and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures or securities in other companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, bills of exchange, or otherwise, any other person, firm or company, and to guarantee the performance of contracts by any such person, firm or company, or by any other business relations;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Art Linen Manufacturing Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,

1912

Assistant Provincial Secretary.

"Chez Perreault, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1925, incorporating: Charles

corporation: Charles-Hervé Patry, industriel, 868 rue Swail, Napoléon Dallaire, instituteur, 169 rue Sainte-Elizabeth, René Perrault, commis, 679 Saint-André, Montréal, dans les buts suivants:

Faire et tenir le commerce de restaurateur en général, acheter et vendre et faire le commerce en détail de toutes sortes d'objets que les restaurateurs peuvent faire et tenir, tels que cigares, cigarettes, tabacs en général, journaux, revues, fruits de toutes sortes, bonbons, chocolats, liqueurs douces et autres articles du même genre;

Acquérir, prendre et exploiter comme un tout, tout commerce semblable, en tout ou en partie, au commerce de la présente compagnie, en achetant son actif, sa clientèle et en payant le prix convenu, soit en argent comptant, soit en actions entièrement acquittées du capital social de la présente compagnie;

Ouvrir ou exploiter des succursales, des agences privées et tous genres de places d'affaires où le commerce de la présente compagnie pourrait être exploité;

Vendre, transporter ou aliéner de quelque façon en tout ou en partie le commerce de la présente compagnie, à toute corporation, société ou personne et recevoir en retour de l'argent, des actions, débetures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre, hypothéquer, échanger ou aliéner de quelque façon toute propriété immobilière ou immuable que la présente compagnie pourrait considérer nécessaire ou utile à l'exploitation de son commerce;

Émettre, vendre et répartir avec l'approbation des actionnaires, des actions entièrement libérées du capital social de la présente compagnie en retour des services rendus, professionnels ou autres, à la présente compagnie;

Faire toutes choses nécessaires ou utiles à l'exploitation du commerce de la présente compagnie et à l'obtention d'aucune des fins de la présente compagnie;

Investir les deniers disponibles de la compagnie de telle manière que, de temps en temps, la compagnie pourrait déterminer;

Émettre, recevoir, tirer, accepter, endosser ou souscrire chèques, traites, billets promissaires ou autres effets négociables, sous le nom de "Chez Perreault, Limitée", avec un capital total de dix mille piastres (\$10 000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, 502 Sainte-Catherine Est, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
1913 C.-J. SIMARD.

Hervé Patry, industriel, 868 Swail Street, Napoléon Dallaire, school-teacher, 169 Sainte Elizabeth Street, René Perreault, clerk, 679 Saint André, Montreal, for the following purposes:

To carry on and operate a general restaurant business, to purchase and sell and retail all kinds of goods which are generally dealt in and kept by restaurateurs, such as cigars, cigarettes, tobacco generally, news-papers, reviews, fruits of all kinds, candies, chocolates, soft drinks and other like articles;

To acquire, take over and operate as a going concern any business altogether or partly similar to the business of the present company; and to buy the assets and good-will thereof and to pay for same, as may be agreed upon, either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the present company;

To open and operate branches, private agencies and all kinds of places of business where the business of the present company may be carried on;

To sell, transfer or otherwise dispose of, in whole or in part, the business of the present company to any corporation, partnership or person and to receive in return cash, shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To acquire, purchase, lease, rent, sell, hypothecate, exchange or otherwise dispose of any real property or immovable which the present company may think necessary or suitable for the carrying on of its business;

To issue, sell and allot, with the approval of the shareholders, fully paid up shares of the capital stock of the company in return for professional or other services rendered to the present company;

To do all things necessary or suitable for the carrying on of the business of the present company and the attainment of the purposes of the present company;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To issue, receive, draw, accept, endorse or underwrite checks, drafts, promissory notes or negotiable instruments, under the name of "Chez Perreault, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at No. 502 Sainte Catherine Street East, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,
1914 Assistant Provincial Secretary.

"Club de Rawdon, Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de mars 1925, constituant en corporation: Séraphin Beaupré, hôtelier, Wenceslas-E. Paradis, Joseph Kinsella, marchands, Méderic Pelletier, insp. forestier, Achille Forest, forgeron, tous de Rawdon, J.-Arthur Brissette, notaire, Sainte-Julienne, J.-Alexandre Lacroix, gérant de banque, Ubaldo Bessette, médecin,

"Club de Rawdon, Incorporé".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1925, incorporating: Séraphin Beaupré, hotel-keeper, Wenceslas E. Paradis, Joseph Kinsella, merchants, Méderic Pelletier, forestry inspector, Achille Forest, blacksmith, all of Rawdon, J. Arthur Brissette, notary, Sainte-Julienne, J. Alexandre Lacroix, Bank Manager, Ubaldo Bessette, physician,

Montréal, Douglas MacDonald, gérant St. M. P. P., Saint-Donat, dans les buts suivants:

La protection du poisson et du gibier, sous le nom de "Club de Rawdon, Incorporé", avec un capital total de deux mille piastres (\$2,000.00), divisé en dix (10) actions de deux cents piastres (\$200.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Rawdon, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

1915 C.-J. SIMARD.

"General Industries, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mars 1925, constituant en corporation: John Doherty Kearney, Charles Coderre, avocats, Frank Callaghan, avocat et conseil du Roi, tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Acheter, prendre à bail ou acquérir autrement, détenir, hypothéquer, vendre, aliéner, transporter, louer, modifier, échanger ou céder autrement des propriétés personnelles, mobilières ou immobilières, des terrains ou tous droits ou intérêts dans tels propriétés ou terrains, de tout nom, nature ou description;

Construire, manufacturer, acheter vendre, faire le commerce de, ou prendre des contrats pour des propriétés personnelles, mobilières ou immobilières, installations, machinerie, meubles, instruments, commodités, provisions et choses pouvant être utilisés en rapport avec leur exploitation ou requis par les ouvriers et autres employés de la compagnie, ou pour ses clients;

Exercer l'industrie du bâtiment et s'occuper d'industrie générale, et en rapport avec ce qui précède, établir toutes ramifications et tout commerce, subventionner ou aider autrement, et prendre part à toutes opérations qui peuvent directement ou indirectement conduire ou contribuer à l'amélioration, au développement et à l'exploitation des fins susmentionnés;

Favoriser et promouvoir philanthropiquement des expériences pour l'avancement des arts et de la science, avec la connaissance ou la croyance que ces expériences seront onéreuses, et probablement sans rémunération pécuniaire;

Emettre des actions entièrement ou partiellement acquittées de la compagnie en paiement ou paiement partiel de toute propriété personnelle, mobilière ou immobilière, terrains ou de tous droits ou intérêts sur tels propriétés ou terrains;

Acquérir, détenir, posséder, aliéner, vendre ou échanger des titres ou actions d'autres compagnies étrangères ou non;

Etre agents pour d'autres pour le placement de fonds ou l'exploitation d'aucune industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter;

Administrer pour d'autres des propriétés personnelles, mobilières ou immobilières, des terrains ou tous droits ou intérêts sur tels propriétés ou terrains, et faire la perception des loyers;

Se joindre à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou acheter, louer ou acquérir autrement toute industrie semblable en nature et en objets à aucune des industries de cette compagnie;

Se faire enregistrer et reconnaître avec pou-

Montreal, Douglas MacDonald, manager St. Maurice Pulp Co., St. Donat, for the following purposes:

The protection of fishing and game, under the name of "Club de Rawdon, Incorporated", with a total capital stock of two thousand dollars (\$2,000.00), divided in ten (10) shares of two hundred dollars (\$200.00) each.

The head office of the company will be at Rawdon, in the district of Joliette.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,

1916 Assistant Provincial Secretary.

"General Industries, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1925, incorporating: John Doherty Kearney, Charles Coderre, advocates, Frank Callaghan, advocate and King's Counsel, all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, take on lease or otherwise acquire, to hold, mortgage, sell, alienate, convey, lease, modify, exchange or otherwise dispose of property, personal, movable or immovable, land, or any right or interest therein, of any name, nature or description or incidental;

To construct, manufacture, buy, sell, deal in or take contracts for properties, personal, movable or immovable, plants, machineries, furniture, implements, conveniences, provisions and things capable of being used in connection with the operation thereof or required by workmen and others employed by the company, as well as for its clients;

To carry on the business of construction and of industries in general and, in connection therewith, to establish any ramifications and trade, to subsidize or otherwise aid or take part in any operation which might directly or indirectly be conducive or contribute to the improvement, development or "exploitation" of purposes herein mentioned;

To philanthropically favour and promote experiments for the advancement of arts and sciences, with the knowledge or the belief of such experiments to be onerous and possibly without pecuniary remunerative effects;

To issue fully or partly paid up shares of the company in payment or in part payment of any property, personal, movable or immovable, or land, or any right or interest therein;

To acquire, hold, own, alienate, sell or exchange stock or shares in other companies, foreign or not;

To act as agents for others in the investment of funds or in the carrying out of any business which this company is authorized to carry on;

To manage for others, property, personal, movable or immovable, land, or any right or interest therein and to collect rents;

To be amalgamated with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company, or to purchase, lease or otherwise acquire any business similar in character and objects to any of the business of this company;

To be registered and recognized to deal in any

voir de faire commerce dans tous pays étrangers, et y désigner des représentants conformément aux lois de tels pays étrangers;

Distribuer aucun des biens de la compagnie, en espèces, entre les actionnaires;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, brevets, permis, baux, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention, qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits, intérêts ou les renseignements acquis de cette manière;

Prélever et aider à prélever des deniers pour toute autre personne, firme, compagnie ou corporation, étrangère ou non, avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations commerciales, leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie de bons, débetures ou autres valeurs ou obligations ou autrement, et garantir l'exécution de contrats de telle compagnie;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "General Industries, Incorporated", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille actions (2000) actions de dix piastres, (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

1917

C. J. SIMARD.

"John H. P. Wood Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mars 1925, constituant en corporation: Auguste Mathieu, avocat, Raoul Raymond, comptable, et J.-Armand Charbonneau, commis, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, réparer, acquérir, acheter, vendre, échanger, installer, outiller et faire le commerce d'engins, machineries, outils et instruments de toutes sortes; et acquérir, acheter, vendre, échanger et faire le commerce de tous matériaux, métaux et articles servant à la fabrication ou à la réparation d'engins, machineries, outils et instruments ou se rapportant en aucune manière aux engins, machineries, outils et instruments;

Exercer les industries respectives de plombiers, manufacturiers, entrepreneurs en plomberie et appareils et accessoires sanitaires, installations et accessoires de chauffage et de ventilation, tuyaux, fournitures, appareils et pièces de réparation pour le chauffage, l'éclairage, installations pour le gaz ou l'eau, entrepreneurs généraux et constructeurs;

Acheter, manufacturer, vendre et faire le commerce de charbon, coke, tourbe, bois et de toutes sortes de combustibles; agir comme agents pour des commerçants de combustibles, et vendre toutes sortes de combustibles à commission ou pour toute rémunération qui sera convenue, han-

foreign country and to designate representatives therein, according to the laws of such foreign country;

To distribute any of the property of the company in specie among the shareholders;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, licenses, leases, concessions, and the like, conferring any exclusive or non exclusive, or limited rights to use or any secret or any other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, interests or information so acquired;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or obligations or otherwise, any other person, firm, company or corporation, foreign or not, with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of such company's contracts;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "General Industries, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of March, 1925.

C. J. SIMARD.

1918

Assistant Provincial Secretary.

"John H. P. Wood Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1925, incorporating: Auguste Mathieu, advocate, Raoul Raymond, accountant, and J. Arthur Charbonneau, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair, acquire, buy, sell, exchange, set up, equip, and deal in engines, machinery, tools, and implements of all kinds, and to acquire, buy, sell, exchange, and deal in all materials, metals and articles used in the manufacture and repair of engines, machinery, tools and implements, or in any way in connection with engines, machinery, tools and implements;

To carry on the respective business of plumbers, manufacturers, contractors for plumbing and sanitary fixtures and supplies, heating and ventilating plant and supplies, pipes, fittings, apparatus and repairs for heat, light, gas or water supplies, general contractors and builders;

To buy, manufacture, sell and deal in coal, coke, peat, wood and all kinds of fuel; to act as agent for fuel dealers and sell all kinds of fuel for them on commission or other such remunerations as may be agreed upon; to store and otherwise keep coal, wood and all kinds of fuel for remuner-

garer et entreposer autrement du charbon, coke, bois et toutes sortes de combustibles, moyennant rémunération;

Exercer l'industrie de manufacturiers, commerçants et ouvriers en ciment et de ses sous-produits, pierre artificielle et autres articles composés en totalité ou en partie de ciment Portland ou autre ou de ses sous-produits;

Posséder et exploiter, y compris le droit de les manufacturer, des machines, outils et installations de toutes sortes pouvant servir en rapport avec les objets et les opérations de la compagnie, sous le nom de "John H. P. Wood Company, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

1919

C.-J. SIMARD.

To carry on the business of manufacturers of and dealers and workers in cement and the by-products thereof, and artificial stone and other articles composed in whole or in part of Portland or other cement, or the by-products of the same;

To own and operate, including the right to manufacture machinery, tools and appliances of all kinds capable of being used in connection with the objects and operations of the company, under the name of "John H. P. Wood Company, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of March, 1925.

C. J. SIMARD,

1920

Assistant Provincial Secretary.

**"La Compagnie Dentaire Masson, Limitée—
Masson Dental Company, Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mars 1925, constituant en corporation: Jules Desmarais, 310 Ave. des Pins ouest, Rodolphe DeSerres, 38 rue Sherbrooke ouest, avocats, Joseph Laurent, 645 Fabre, comptable, Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, manufacturer et vendre tous produits nécessaires pour l'exercice de l'art dentaire et de la médecine en général;

Acheter, manufacturer et utiliser toutes sortes de remèdes brevetés, préparations, appareils chimiques, instruments chimiques, instruments pour hôpitaux, laboratoires, installations dentaires et autres;

Acheter, acquérir, prendre en son nom et exercer toute industrie semblable ainsi que l'achalandage, les droits, la propriété et les biens de toutes sortes qui y appartiennent; acheter et acquérir tout intérêt ou contrôle dans une industrie semblable et les payer en diérs com tants, en capital-actions ou obligations de la compagnie et obtenir et détenir le capital-actions et les obligations de toute compagnie faisant des opérations de même nature;

Conclure toutes conventions ou sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnies exerçant ou engagées ou sur le point d'exercer ou entreprendre toute industrie ou transaction que la présente compagnie est autorisée à exercer et prendre ou autrement acquérir des actions ou autres valeurs de toute compagnie semblable et les vendre, détenir ou rémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toutes sortes, mobilières et immobilières, pour dettes, engagements ou obligations encourues ou à encourir au sujet des fins et objets de la dite compagnie, et les engager, les vendre, arrenter ou en disposer autrement, en totalité ou en partie;

Acheter, posséder et exploiter des presses à imprimer, du matériel à imprimerie et toute machinerie, appareils, inventions et outillages nécessaires aux fins de son industrie; développer et exploiter de la force motrice pour les fins qui seront jugées nécessaires à l'industrie de la compagnie;

**"La Compagnie Dentaire Masson, Limitée—
Masson Dental Company, Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1925, incorporating: Jules Desmarais, 310 Pine Avenue West, Rodolphe DeSerres, 38 Sherbrooke Street West, advocates; Joseph Laurent, 645 Fabre, accountant, Montreal, for the following purposes:

To purchase, manufacture and sell any products necessary for the exercise of the art of dentistry and of general medicine;

To purchase, manufacture and utilize all sorts of patented medicines, preparations, chemical apparatuses, chemical instruments, instruments for hospitals and laboratories, dental and other equipment;

To purchase, acquire, take over and carry on any similar business, as well as the good-will, rights, property and assets of all kinds appertaining thereto; to purchase and acquire any interest or control in any similar business and to pay for the same in cash, shares of the capital stock or bonds of the company and to obtain and hold the capital stock and bonds of any company carrying on like operations;

To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any persons or companies carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the present company is authorized to carry on or engage in and to take or otherwise acquire shares or other securities of any such company and to sell, hold or re-issue with or without warranty or otherwise deal with the same;

To take, acquire and hold movable and immovable securities of all kinds for debts, liabilities or obligations incurred or to be incurred in connection with the purposes and objects of said company and to pledge, sell, rent, or otherwise dispose of the same, in whole or in part;

To purchase, possess and operate printing presses, printing plant, and any machinery, apparatuses, inventions and equipment necessary for its business purposes; to develop and operate motive power for purposes deemed necessary for the company's business;

Agir en qualité de marchands à commission et agents de manufacturiers au sujet de marchandises, effets et articles dont la compagnie est autorisée à faire le commerce;

Acquérir par achat, bail ou autrement, des biens meubles ou immeubles; construire, établir, acheter, prendre à bail ou autrement acquérir, entretenir et exploiter des manufactures et outillages aux fins de manufacturer et entreposer l'un ou plusieurs des susdits articles et marchandises et de tous autres d'une nature semblable, et faire et accomplir toutes les autres choses s'y rapportant;

Payer pour tous les droits de propriété ou choses requises par la compagnie ou pour services rendus en actions acquittées du capital-actions de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Dentaire Masson, Limitée"—(Masson Dental Company, Limited)", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, stock commun.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
1921 C-J. SIMARD.

"Société Générale Montréalaise, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mars 1925, constituant en corporation: Maxime Raymond, avocat et Conseil du Roi, de la cité d'Outremont, Paul-Alfred Degroseilliers, commis, et Melle Berthe Lafontaine, secrétaire, des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, posséder, utiliser, prendre, liquider, assurer, gager, nantir, hypothéquer, louer, échanger et améliorer toutes propriétés ou valeurs mobilières ou immobilières, en faire le placement ou l'exploitation, faire des prêts ou emprunts hypothécaires ou autres, le tout à quelque titre que ce soit et pour son propre compte, et pour le compte d'autrui;

Souscrire et acquérir par achat, échange ou tout autre titre légal, et posséder, soit comme propriétaire absolu ou comme garantie collatérale ou autrement, vendre, garantir la vente, céder, transporter ou autrement d'opérer, faire le commerce d'obligations, bons, actions ou autres valeurs ou preuves de créances, de tout gouvernement corporation municipale ou scolaire, fabrique, ou de toute banque ou autre compagnie, ou corporation d'utilité publique, ou compagnie ou corporation minière, manufacturière, commerciale ou industrielle, publique ou privée;

Acquérir, louer, ou échanger toute propriété réelle et personnelle, mobilière ou immobilière; exploiter, vendre ou autrement disposer de toute propriété de la compagnie;

Agir comme agent ou courtier pour la transaction de tout commerce, la gérance de succession, la vente, l'achat, l'administration de toute propriété, le placement et la perception d'argent, loyer, intérêt, dividende, hypothèque, obligation, compte, billet et toute autre valeur, et recevoir honoraires à cet effet;

Importer, exporter, manufacturer, vendre des marchandises, des produits et effets de toutes espèces;

Promouvoir, organiser, gérer toute corporation, compagnie ou entreprise;

To act as commission merchants and manufacturers merchants with respect to the goods, wares and merchandise which the company is authorized to deal in;

To acquire by purchase, lease or otherwise, movable or immovable property; to construct, establish, purchase, take on lease or otherwise acquire, maintain and operate factories and equipment for the purposes of manufacturing and warehousing any or several of the aforesaid articles and merchandise and any other goods of the similar nature and to do and execute all other acts in connection therewith;

To pay for all property, rights or things required by the company or for services rendered, in paid up shares of the capital stock of the company, under the name of "La Compagnie Dentaire Masson, Limitée"—(Masson Dental Company, Limited)", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) common shares of one hundred dollars \$100.00 each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of March, 1925.

C. J. SIMARD,
1922 Assistant Provincial Secretary.

"Société Générale Montréalaise, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of March, 1925, incorporating: Maxime Raymond, advocate, and King's Counsel, of the city of Outremont, Paul Alfred Degroseilliers, clerk, and Miss Berthe Lafontaine, secretary, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, own, utilize, take, liquidate, underwrite, pledge, mortgage, hypothecate, lease, exchange and improve, invest or deal with any movable or immovable property or securities, to make hypothecary or other loans, the whole under any title whatever and for its own account or for the account of others;

To subscribe for and acquire by purchase, exchange, or any other legal title and to own, either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of, assign, transfer, or otherwise dispose of or deal with bonds, debentures, shares or other securities or evidences of indebtedness of any government, municipal or school corporation, fabric or of any banking or other company, or public utility, mining, manufacturing, commercial or industrial company or corporation, whether public or private;

To acquire, lease or exchange any real or personal, movable or immovable property; to operate, sell, or otherwise dispose of any property of the company;

To act as agent or broker for the transaction of any business, the management of estates, the sale, purchase and management of any property, the investment or collection of moneys, rents, interests, dividends, hypothecs, bonds, accounts, notes, and any other securities and to receive fees for such services;

To import, export, manufacture, sell merchandise, products and goods of every kind;

To promote, organize, manage any corporation, company or undertaking;

Vendre, louer ou autrement disposer de tout bien de la compagnie pour telle considération jugée à propos par la compagnie, et en particulier pour des actions, bons, obligations ou toute autre valeur possédée par une autre compagnie ou une autre personne;

Louer, acheter, exploiter, ou aliéner en tout ou en partie toute propriété urbaine ou rurale, lot vacant, bâtisse, ferme, terre en culture, propre à la culture, jardin, terrain consacré à la culture; exploiter telle propriété pour ou à l'avantage de la compagnie;

Émettre et céder des actions ou des obligations, propriétés, hypothèques, bons, ou toute autre valeur appartenant à la compagnie en paiement d'intérêt sur obligations ou de dividendes dus par la compagnie, ou en paiement de tout profit ou bonus distribué par elle;

Acquérir, posséder, louer, vendre, échanger ou autrement aliéner les biens meubles et immeubles, les actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation et spécialement de toute corporation ou compagnie faisant affaires dans un but en tout ou en partie semblable à celui poursuivi par la présente compagnie;

Placer l'argent de la compagnie de la façon qu'elle le jugera à propos;

Émettre et céder des actions en partie ou totalement acquittées de la compagnie, en paiement total ou partiel de toute affaire, franchise, entreprise, propriété mobilière ou immobilière, pouvoir, privilège, permis licence, action, obligation ou autre bien ou droit que la compagnie peut acquérir, ou en paiement total ou partiel de tous services rendus ou qui pourront être rendus à cette compagnie; émettre et céder des obligations aux mêmes fins;

Faire demande pour acquérir ou exercer, mettre à exécution et se prévaloir de tout Statut, ordonnance, ordre, licence, pouvoir, autorité, concession, droit ou privilège, que tout gouvernement ou tout autre pouvoir public, municipal ou autre, ou toute corporation ou compagnie peut avoir le pouvoir de mettre en vigueur, faire ou accorder, et affecter toute partie des actions, obligations ou actif de la compagnie en paiement et règlement de frais, charges, dépenses nécessités par les affaires de cette compagnie;

Faire demande pour acquérir toute patente, licence et autres privilèges semblables accordant le droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'en faire usage, ou toute information ou secret au sujet de toute information que la compagnie pourrait utiliser pour ses affaires ou dont l'acquisition pourrait être d'un avantage direct ou indirect à la compagnie; utiliser, employer, développer, accorder des licences ou tirer partie des droits ou informations acquis de la manière précitée;

Prélever et aider à prélever pour, et aider au moyen de bonus, emprunt, billet, endossement, se porter garant pour l'exécution des contrats, le règlement des dettes, aider et assister de toute autre manière toute personne, maison de commerce, compagnie ou corporation avec laquelle ou dans laquelle la compagnie peut être intéressée financièrement, ou avec laquelle elle peut avoir des relations commerciales, et agir comme employé, agent ou gérant de telle compagnie, corporation ou maison de commerce;

Placer et transiger avec les fonds dont la compagnie n'a pas un besoin immédiat dans telle valeur et de telle manière que la compagnie le jugera à propos;

Voir à ce que la compagnie soit enregistrée, licenciée et reconnue dans toute autre province du

To sell, lease, or otherwise dispose of any property of the company for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, bonds, debentures, or any other securities owned by any other company or by any other person;

To lease, purchase, operate, or alienate in whole or in part any urban or rural property, vacant lots, buildings, farms, lands under cultivation or fit for cultivation, garden, cultivated land; to operate any property for or to the benefit of the company;

To issue and allot shares or bonds, property, hypothecs, bonds or any other securities belonging to the company in payment of interest on the bonds or the dividends due by the company, or in payment of any profits or bonus distributed by it;

To acquire, possess, lease, sell, exchange or otherwise dispose of any immovable or movable property, shares, bonds, or other securities of any company or corporation, and in particular of any corporation or company carrying business with objects altogether or partly similar to those pursued by the present company;

To invest the moneys of the company in such manner as it may think proper;

To issue and allot fully or partly paid up shares of the company in full or part payment of any business, franchise, undertaking, movable or immovable property, power, privilege, permit, license, stock, bonds, or other property or rights which the company may acquire, or in full or part payment of any services rendered or to be rendered to this company; to issue and allot bonds for the same purposes;

To apply for, acquire, exercise, carry out and enjoy any statute, ordinance, order, license, power, authority, concession, rights or privileges which any government or any other municipal or other public power or any corporation or company may have the power to exercise, make or grant, and to appropriate any part of the shares, bonds and assets of the company to the payment and settlement of the costs, charges, expenses necessitated by this company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses and other like privilege conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the rights or information so acquired;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loans, notes, endorsements, guarantee the execution of contracts, the settlement of debts, aid and assist in any other manner any person, firm, company or corporation with which or in which the company may be financially interested or with which it may have business dealings, and to act as employee, agent or manager of any such company, corporation or firm;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required upon such securities and in such manner as the company may determine;

To procure the company to be registered, licensed or recognized in any province of Canada,

Canada, ou dans tout autre pays ou état étranger, y nommer des personnes conformément aux lois de telle province, pays ou état, pour représenter la compagnie, et recevoir signification de toute action judiciaire au nom de la compagnie;

Prendre part à toute entente pour le partage des profits, union des intérêts, coopération, projet commun, concession réciproque ou autre chose avec toute personne ou compagnie engagée ou faisant affaires ou ayant l'intention de ce faire, dans tout commerce ou toute transaction dans lesquels cette compagnie est autorisée à s'engager et qui seraient de nature à augmenter de quelque valeur que ce soit la valeur des propriétés ou valeurs de la compagnie;

Louer, vendre et autrement disposer des propriétés ou entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, pour la ou les considérations que la compagnie jugera à propos, et, notamment, pour des actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en nature, toute propriété de la compagnie, notamment toutes actions, obligations ou autres valeurs dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont elle a le droit de disposer;

Faire toute chose utile ou nécessaire ou jugée à propos pour atteindre l'un ou plusieurs des buts énumérés aux présentes ou qui pourront être en tout temps jugées utiles, nécessaires ou à propos pour le bénéfice ou la protection de la compagnie, soit comme propriétaire de tout bien, ou y ayant quelque intérêt;

Faire toutes ou chacune des choses présentement autorisées, soit seul ou conjointement avec d'autres, comme agent ou représentant;

Les pouvoirs mentionnés à chacun des paragraphes ci-dessus ne sont aucunement limités ou restreints par allusion, ou en raison des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "Société Générale Montréalaise, Limitée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cinq mille (5000) actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00).

Les actions seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de mars 1925.

1923 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

or in any other foreign country or state and to designate persons therein, according to the laws of such province, country or state, to represent the company and to accept for and on behalf of the company, service of any process or suit;

To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company engaged in or carrying on or having the intention of carrying on any business or transaction which this company is authorized to carry on or calculated to enhance in any manner the value of the properties or assets of the company;

To lease, sell, and otherwise dispose of the property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration or considerations as the company may think fit and in particular for shares, bonds, or other securities of any other company;

To distribute among the shareholders, in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other company belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To do all things useful or necessary or suitable for the attainment of any or several of the objects enumerated herein or which may at any time appear useful, necessary or suitable for the benefit or protection of the company, either as proprietor of or interested in any property;

To do all and any of the things hereby authorized either alone or in conjunction with others, as agents or representatives;

The powers mentioned in any paragraph hereof shall in no wise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Société Générale Montréalaise, Limitée".

The capital stock of the company is divided into five thousand (5,000) shares without nominal or par value, and the amount of capital with which the company shall commence its operations is twenty-five thousand dollars (\$25,000.00).

The shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of March, 1925.

1924 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Superior Concrete Products, Ltd—Produits Supérieurs de Ciment, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mars 1925, constituant en corporation: Eugène Amyot, voyageur, Charles-Alexandre Boivin, comptable, Théophile Julien, mécanicien, tous de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et céder du béton et du ciment sous toutes leurs formes, comprenant pierre artificielle, briques et tous autres produits de ces matières;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement des terrains ou tous intérêts sur iceux; acquérir, posséder, exploiter des carrières, sablières, usines pour la fabrication ou la transformation d'aucun des matériaux dont la compagnie est autorisée à faire le commerce;

"Superior Concrete Products, Ltd—Produits Supérieurs de Ciment, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1925, incorporating: Eugène Amyot, traveller; Charles Alexandre Boivin, accountant; Théophile Julien, machinist, all of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, and dispose of concrete and cement under all forms, including artificial stones, bricks and any other products thereof;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise any lands, or any interests therein;

To acquire, possess, operate quarries, sand-pits, plants for the manufacturing or transformation of any of the materials which the company is authorized to deal in;

Acheter, louer ou autrement acquérir, vendre, transporter et utiliser des machineries ou outillages pouvant servir dans l'exercice du commerce de cette compagnie;

Vendre, louer, hypothéquer ou autrement aliéner les terrains, bâties, installations et autres propriétés de la compagnie et construire des édifices;

Emettre des actions acquittées, des obligations, débetures, en paiement des services rendus à la compagnie, soit par des membres ou officiers de la compagnie, soit par des tiers;

Acheter ou autrement acquérir et détenir, exploiter ou disposer de brevets d'invention, marques de commerce, dessins, licences ou immunités;

Se joindre avec toute autre compagnie ou toutes autres compagnies ayant des objets de même nature que ceux ci-énumérés;

Emettre des obligations, des débetures ou autres valeurs de la compagnie et engager ou vendre telles obligations, débetures ou valeurs à tels prix qui pourront être jugés à propos;

Hypothéquer des propriétés immobilières de la compagnie ou engager les propriétés mobilières afin de garantir telles obligations, débetures ou valeurs, ou tout montant emprunté pour les fins de la compagnie;

Conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, le risque mutuel, la concession réciproque ou autres fins avec toute personne ou société exerçant une industrie susceptible d'être exercée par cette compagnie et pouvant lui bénéficier;

Prêter des deniers à ces personnes ou corporations, les cautionner ou autrement les aider;

Garantir, cautionner, et se rendre responsable pour toute société ou personne du paiement des billets promissaires, comptes et obligations de nature quelconque;

Défrayer à même les fonds de la compagnie le coût de sa constitution et de son organisation, sous le nom de "Superior Concrete Products, Ltd—Produits Supérieurs de Ciment, Ltée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
1925 C.-J. SIMARD.

"The Canadian Exploration, Limited".

(No personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mars 1925, constituant en corporation: Hector Gauthier, avocat, d'Amos, Edgar Rochette, Maurice Boisvert, tous deux avocats, Lucienne Binet, sténographe, Marguerite Gagné, secrétaire, filles majeures usant de leurs droits, Québec, pour les fins suivantes:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

To purchase, lease or otherwise acquire, sell, transport and utilize any machinery or equipment capable of being used in the carrying on of the business of this company;

To sell, lease, hypothecate or otherwise dispose of any lands, buildings, plants and other property of the company and to erect buildings;

To issue paid up shares, bonds, debentures in payment for services rendered to the company either by members or officers of the company or by third parties;

To purchase or otherwise acquire and hold, operate or dispose of patents of invention, trademarks, designs, licenses or immunities;

To amalgamate with any other company or companies having objects of a like nature to those above mentioned;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge or sell such bonds, debentures or securities for such price as may be deemed proper;

To hypothecate the immovable property of the company or pledge its movable property to secure any such bonds, debentures or securities or any sums of money borrowed for the company's purposes;

To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or partnership carrying on any business capable of being carried on by this company or calculated to benefit the company;

To lend money to such persons or corporations, go security for or otherwise assist same;

To guarantee, go security for and to become liable for any partnership or person of the payment of promissory notes, accounts, and liabilities of any nature whatsoever;

To pay out of the funds of the company the cost of its incorporation and organization, under the name of "Superior Concrete Products, Ltd.—Produits Supérieurs de Ciment, Ltée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand shares (2,000) of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of March, 1925.

C. J. SIMARD,
1926 Assistant Provincial Secretary.

"The Canadian Exploration, Limited".

(No personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1925, incorporating: Hector Gauthier, advocate, of Amos, Edgar Rochette, Maurice Boisvert, both advocates, Lucienne Binet, stenographer, Marguerite Gagné, secretary, spinsters in the full exercise of their rights, Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741 en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la présente section, et les payer au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les actes et opérations qui sont accessoires de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité sur les actions souscrites au delà du prix payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires et utiles pour l'accomplissement des fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "The Canadian Exploration, Limited", (No personal Liability), avec un capital total de cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$199,000.00) divisé en dix-neuf mille neuf cents (19,900) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mars 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

1927

C.-J. SIMARD.

"The Commercial Jobbing House, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de mars, 1925, constituant en corporation: Maxwell Davidson, marchand, Benjamin-A. Schwartz, notaire public, Ben Bernstein, avocat, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire la fabrication générale de vêtements et d'habits de toutes sortes pour femmes et enfants, et de hardes pour hommes et garçons, et faire le commerce de lainages et soieries, toutes sortes d'étoffes à la verge et toutes sortes

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein; mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes:

Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741, in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under the present section may carry on, and pay for the same by paid up shares, in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility on the subscribed stock in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

And without limiting the generality of the foregoing powers, to do all matters and things which may be deemed necessary and expedient for the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "The Canadian Exploration, Limited" (No personal Liability), with a total capital stock of one hundred and ninety-nine thousand dollars (\$199,000.00), divided into nineteen thousand and nine hundred (19,900) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of March, 1925.

C. J. SIMARD,

1928

Assistant Provincial Secretary.

"The Commercial Jobbing House, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1925, incorporating: Maxwell Davidson, merchant, Benjamin A. Schwartz, notary public, Ben Bernstein, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers of ladies' and children's clothing and wearing apparel of all kinds, men's and boys' clothing, and dealers in woollens and silks, all kinds of piece goods, and other articles, commo-

d'articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires pour les fins de la compagnie, avec le droit de manufacturer, importer et exporter et agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission de toutes sortes d'articles, effets, denrées, marchandises et matériaux ouvrés, y compris toutes sortes de bijouteries, précieuses et diamants; et faire lesdites opérations soit en gros ou en détail;

Exercer toute autre industrie (soit manufacturière ou autre) que cette compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec ses opérations, ou directement ou indirectement susceptible d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre en valeur;

Acheter ou acquérir autrement, et assumer la totalité ou toute partie de toute industrie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie, avec les édifices, machines, fonds de commerce, clientèle, et l'actif en général; assumer en totalité ou en partie le passif de telle industrie et les payer totalement ou partiellement en obligations, débetures, actions de la compagnie totalement acquittées et non sujettes à appel, et les vendre, louer ou en disposer autrement, en tout ou en partie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou la fusion des intérêts, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre et faire des avances de deniers à aucune telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou leur aider autrement, et prendre et acquérir autrement des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir ou les négocier autrement;

Se joindre à toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre, louer, échanger, ou autrement disposer, en tout ou en partie, des propriétés ou des entreprises de la compagnie pour la considération qui pourra être convenue, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute compagnie qui en fera l'achat; distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, toute propriété de la compagnie, et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs d'autres compagnies appartenant à cette compagnie ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou négocier autrement la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses susmentionnées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Acheter, louer, prendre en échange ou acquérir autrement des terrains ou des intérêts dans tels terrains avec tous les édifices ou constructions qui se trouvent sur tels terrains ou aucun d'iceux, et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou aliéner autrement la totalité ou toute partie des terrains et des édifices ou constructions qui sont maintenant ou qui seront érigés sur ces terrains, et prendre toutes garanties jugées nécessaires;

dités, merchandise or things necessary for the purposes of the company, with the rights to manufacture, import and export, and to act as manufacturer's agents or commission agents in all kinds of manufactured articles, goods, wares, merchandise, materials, including all kinds of jewelry, precious stones and diamonds, and to carry on the said businesses either wholesale or retail;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the company together with buildings, machinery, stock-in-trade, goodwill and assets generally; to assume in whole or in any part the liabilities of such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable stock of the company; and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or union of interest with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, and to make advances to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold or otherwise deal with the same;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part, the property and undertaking of the company for such consideration as may be agreed on, and in particular for shares, debentures or securities in any company purchasing the same; to distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefore as may be deemed necessary;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susmentionnés, sous le nom de "The Commercial Jobbing House, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de mars, 1925.

Le sous-secrétaire de la province.

1929

C.-J. SIMARD.

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Commercial Jobbing House, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of March, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

290-22

Québec, 8 avril 1925.

ERRATUM.

Dans l'avis concernant l'érection de la municipalité scolaire de "Saint-Mathias", comté de Temiscamingue, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 2 décembre 1922, à la page 3063, à la 8ème ligne, après le mot canton, il faut lire "et des lots 17, 18, 19 et la partie sud du lot No 20 du rang 7, aussi du même canton". 1953

494-16

Québec, 15 avril 1925.

Demande d'érection d'une municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Wexford, dans le comté de Montcalm, tout le territoire compris dans la paroisse de Notre-Dame-de-la-Merci, c'est-à-dire tout le canton de Chilton, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Notre-Dame-de-la-Merci", même comté. 1955-16-2

Québec, 15 avril 1925.

Demande est faite de détacher les lots un à cinq inclusivement du rang un du canton Eaton, comté de Compton, de la municipalité scolaire de Eaton, et de les annexer, pour fin scolaires protestantes, à la municipalité scolaire de Sawyer-ville, dans le même comté. 1957-16-2

No 2444-24

Québec, 3 avril 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de "Grande-Anse", dans le comté de Gaspé, et de l'annexer à la municipalité scolaire de "Saint-Georges-de-Malbaie", dans le même comté, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Le lot No 11 du rang de Pointe-Saint-Pierre, dans le canton de Malbaie; les parties du lot No 10 du même rang, appartenant à MM. John Sweeney, Edward Sweeney, Thomas Blanchard, Narcisse Blanchard, Edmond LeBlanc et M. Thomas Hennes; les parties des lots 5, 6, 7 du même rang, appartenant à M. Pierre Rail, M. Emile Rail, M. Samuel Rail et M. Georges Rail; la partie du lot No 3 encore du même rang, appartenant à Mme Xavier Huard; tout le lot No 2 du même rang; la partie du lot No 5 du 1er rang-nord, appartenant à M. Thomas Rail; le lot No 6 du 1er rang-nord; la partie du lot No 7 du 1er

290-22

Québec, April 8, 1925.

ERRATUM.

In the notice respecting the erection of the school municipality of Saint Mathias, county of Temiscamingue, published in the *Quebec Official Gazette* of the second of December 1922, on page 3063, in the 8th line, after the word township, read "and the lots 17, 18, 19 and the south part of lot No. 20 of range 7, also of same township". 1954

494-16

Québec, April 15, 1925.

Application for the erection of a school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Wexford, in the county of Montcalm, all the territory included in the parish of Notre Dame de la Merci, being the whole of the township of Chilton, and to erect all the above territory into a separate school municipality under the name of "Notre Dame de la Merci", same county". 1956-16-2

Québec, April 15, 1925.

Application is made to detach lots one to five inclusive of range one of the township of Eaton, Compton county, from the school municipality of Eaton, and to annex them, for Protestant school purposes, to the school municipality of Sawyer-ville, in the same county. 1958-16-2

No. 2444-24.

Québec, April 3rd., 1925.

Application is made to detach from the school municipality of "Grande Anse", in the county of Gaspé, and to annex it to the school municipality of "Saint Georges de Malbaie", in the same county, the territory hereunder described, to wit:

The lot No. 11 of the range of Pointe Saint Pierre, in the township of Malbaie; the parts of lot No. 10 of the same range, belonging to Messrs. John Sweeney, Edward Sweeney, Thomas Blanchard, Narcisse Blanchard, Edmond LeBlanc, and Thomas Hennes; the parts of lots 5, 6, 7 of the same range, belonging to Mr. Pierre Rail, Mr. Emile Rail, Mr. Samuel Rail and Mr. Georges Rail; the part of lot No. 3 also of the same range, belonging to Dame Xavier Huard; all the lot No. 2 of same range; the part of lot No. 5 of the 1st north range, belonging to Mr. Thomas Rail; the lot No. 6 of the 1st north range;

rang-nord, appartenant à MM. Joseph Hamon, Wenceslas Hamon et M. Philippe Girard, tous du canton de Malbaie.

1881—15-2

the part of lot No. 7 of the 1st north range, belonging to Messrs. Joseph Hamon, Wenceslas Hamon and Mr. Philippe Girard, all of the township of Malbaie.

1882—15-2

No 407-23

Québec, 6 avril, 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Gentilly, dans le comté de Nicolet, les lots Nos 753 à 821 inclusivement; les lots Nos 838 à 871 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Gentilly, et de les annexer à la municipalité scolaire de "Sainte-Marie de-Blandford", même comté.

1883—15-2

No. 407-23

Quebec, April 6, 1925.

Application is made to detach from the school municipality of Gentilly, county of Nicolet, the lots Nos. 753 to 821 inclusive; the lots Nos. 838 to 871 inclusive, of the official cadastre of the parish of Gentilly, and to annex them to the school municipality of "Sainte Marie de Blandford"; same county.

1884—15-2

No 1215-20

Québec, 6 avril, 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Elisabeth, comté de Joliette, les lots Nos 8 et 9 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Elisabeth, et de les annexer à la municipalité scolaire de "Saint-Charles-Borromée", même comté.

1885—15-2

No. 1215-20

Quebec, April 6, 1925.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte Elisabeth, county of Joliette, the lots Nos. 8 and 9 of the official cadastre of the parish of Sainte Elisabeth, and to annex them to the school municipality of "Saint Charles Borromée", same county.

1886—15-2

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné que la compagnie d'assurance connue sous le nom de "American and Foreign Marine Insurance Company", a changé son nom pour celui de "American and Foreign Insurance Company", le et après ce troisième jour d'avril, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q.

1791—15-2

Notice is hereby given that the insurance company known as "American and Foreign Marine Insurance Company", has changed its name to "American and Foreign Insurance Company", on and after this third day of April, 1925.

For the Treasurer of the Province of Québec.

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

1792—15-2

Avis est par le présent donné que la compagnie d'assurance connue sous le nom de "The General Animals Insurance Company of Canada", a changé son nom pour celui de "Canadian General Insurance Company", le et après ce troisième jour d'avril 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q.

1793—15-2

Notice is hereby given that the insurance company known as "The General Animals Insurance Company of Canada", has changed its name to "Canadian General Insurance Company", on and after this third day of April, 1925.

For the Treasurer of the Province of Québec.

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

1794—15-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The World Fire and Marine Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, ouragans, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gas naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes sur les automobiles et le transport intérieur, le et après ce trente et unième jour de mars, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q.

1803—15-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to "The World Fire and Marine Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Québec, the business of fire, tornado, sprinkler leakage insurance and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include automobile and inland transportation insurance, on and after this thirty first day of March, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Québec, 1909, this thirty first day of March, 1925.

For the Treasurer of the Province of Québec.

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

1804—15-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "North British and Mercantile Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et sur la vie, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, ouragans, accidents, automobile, vol avec effraction, garantie, transport intérieur, bris de glaces, maladie et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce trente et unième jour de mars 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q. 1801—15-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "North British and Mercantile Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of life and fire insurance, has been extended to include sprinkler leakage, tornado, accident, automobile, burglary, guarantee, inland transportation, plate glass, sickness insurance and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty first day of March, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 1802—15-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Caledonian Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et dégâts causés par arrosoirs automatiques et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre l'ouragan, le et après ce trente et unième jour de mars 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q. 1821—15-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "Caledonian Insurance Company" authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, sprinkler leakage insurance and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include tornado insurance, on and after this thirty first day of March, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 1822—15-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Law, Union & Rock Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, accident, maladie, vol avec effraction et bris de glaces, a été amendé, permettant en plus l'assurance sur les automobiles, le et après ce trente et unième jour de mars, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q. 1823—15-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "Law, Union & Rock Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, accident, sickness, burglary and plate glass insurance, has been extended to include automobile insurance, on and after this thirty first day of March, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 1824—15-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Quebec Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les ouragans, le et après ce trente et unième jour de mars 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "Quebec Fire Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire, sprinkler leakage insurance and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include tornado insurance, on and after this thirty first day of March, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised

Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q.

1825—15-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Boiler Inspection & Insurance Company of Canada", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance sur les chaudières à vapeur, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les dommages à la propriété et responsabilité pour dommages aux autres personnes ou propriétés causés par le bris d'une machine électrique, le et après ce trente et unième jour de mars 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J. A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q.

1827—15-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Caledonian American Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, a été amendé permettant en plus l'assurance contre l'ouragan, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce trente et unième jour de mars 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q.

1829—15-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Home Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, automobile, ouragan, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, grêle, explosion, vol avec effraction, dommages contre la propriété, pertes ou dommages causés par la pluie ou inondation et transport intérieur, a été amendé permettant en plus l'assurance contre les pertes ou dommages causés par un tremblement de terre, le et après ce trente et unième jour de mars 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q.

1831—15-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "British America Assurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance

Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

1826—15-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to "The Boiler Inspection & Insurance Company of Canada", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of steam boiler, has been extended to include Insurance against damage to property and liability for damage to the property or person of others caused by the breakdown of any electrical machinery, on and after this thirty-first day of March, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty-first day of March, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

1828—15-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to "The Caledonian American Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire insurance, has been extended to include sprinkler leakage, tornado and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty-first day of March, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty-first day of March, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

1830—15-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to "The Home Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire, automobile, tornado, sprinkler leakage, hail, explosion, burglary, property damage, loss or damage by rain or flood and inland transportation, has been extended to include loss of or damage to property resulting from an earthquake, on and after this thirty-first day of March, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty-first day of March, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

1832—15-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "British America Assurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business

contre le feu, automobile, explosion, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, ouragan, foudre, vol avec effraction, garantie et transport intérieur, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les accidents, bris de glaces et maladie, le et après ce trente et unième jour de mars 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q.

1851—15-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Northwestern Mutual Fire Association", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et automobile (excepté les dommages causés par des blessures à la personne), a été amendé, permettant en plus l'assurance contre l'ouragan, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce trente et unième jour de mars 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q.

1853—15-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Western Assurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, transport intérieur, la foudre, explosion, ouragan, automobile, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, vol avec effraction et garantie, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les accidents, bris de glaces et maladie, le et après ce trente et unième jour de mars, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q.

1855—15-2

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS DE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS.

Avis est par le présent donné que la "Brotherhood Cooperation Society of Ain Hercha" a obtenu le permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels, à l'effet de se mettre au moyen de contributions de la part de ses membres, en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accident ou, en cas de mort, leurs veuves, orphelins ou représentants légaux, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, en date du vingtième jour de février, 1925.

Donné conformément aux dispositions de

of fire, automobile, explosion, sprinkler leakage, tornado, lightning, burglary, guarantee and inland transportation, has been extended to include accident, plate glass and sickness insurance, on and after this thirty-first day of March 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty-first day of March, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

1852—15-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "Northwestern Mutual Fire Association", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire and Automobile Insurance (excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person) has been extended to include sprinkler leakage, tornado insurance and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty-first day of March, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty-first day of March, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS.

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

1854—15-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "Western Assurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire, inland transportation, lightning, explosion, tornado, automobile, sprinkler leakage, burglary and guarantee insurance, has been extended to include accident, plate glass and sickness insurance, on and after this thirty-first day of March, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty-first day of March, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

1856—15-2

NOTICE OF ISSUE TO A MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION.

Notice is hereby given that the "Brotherhood Cooperation Society of Ain Hercha" has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purposes of, by means of contributions from its members, to make provision for those of its members who are afflicted by sickness, accident and, in case of death of members, for their widows, orphans or legal representatives, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in council, dated of February twentieth 1925.

Given pursuant to the provisions of article

l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce huitième jour d'avril, 1925.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS,
Pour le Trésorier de la province de Québec.
Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1891—15-2

6950, Revised Statutes of the province of Quebec, this eighth day of February, 1925.

J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance,
For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q. 1892—15-2

Actions en séparations de biens

Actions for separation as to property

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure No 73.

Dame Lumina Saint-Ours, épouse commune en biens de Elmer Rupert, agent, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Elmer Rupert, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise en cette cause le 8 avril 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
LAVERY & DEMERS.
Montréal, 8 avril 1925. 1931—16-5

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 73.

Dame Lumina Saint Ours, wife common as to property of Elmer Rupert, agent, of the city and district of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Elmer Rupert, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this case, on the 8th day of April, 1925.

LAVERY & DEMERS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 8th April 1925. 1932—16-5

PROCÉDURE SOMMAIRE.

SUMMARY PROCEDURE.

Canada, province de Québec, district de Saint-François. Dans la Cour supérieure, No 165.

Dame Marie-Louise Turcotte, du canton de Stanstead, épouse de Alphège Chauvette, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Alphège Chauvette, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quatorzième jour du mois d'avril 1925.

Le procureur de la demanderesse,
EUGENE SAINT-PIERRE.
Sherbrooke, ce 14 avril 1925. 1961—16-5

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis. In the Superior Court. No. 165.

Dame Marie Louise Turcotte, of the township of Stanstead, district of Saint Francis, wife of Alphège Chauvette, of the township of Stanstead, district of Saint Francis, farmer, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff; vs the said Alphège Chauvette, Defendant.

An action in separation as to property has been taken in this case, this fourteenth day of April 1925.

EUGENE SAINT-PIERRE,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, this 14th day of April, 1925.
1962—16-5

District de Montréal, Cour supérieure, No 4995. Dame Maude Anna Derosia, épouse commune en biens de Ian McLeish, professeur, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée par jugement de la Cour supérieure, rendu le 20ième jour de mars, A. D., 1925, demanderesse; vs Ian McLeish, professeur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 21 ième jour de mars 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
1789—15-5 COWAN & PLIMSALE.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4995. Dame Maude Anna Derosia, wife common as to property of Ian McLeish, professor, of the city and district of Montreal, and duly authorized hereto by judgment of the Superior Court, rendered on the 20th day of March, A. D., 1925, plaintiff; vs Ian McLeish, professor, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 21st of March, 1925.

COWAN & PLIMSALE,
Attorneys for plaintiff.
1790—15-5

Canada, province de Québec, district d'Abitibi, Cour supérieure, No 715. Blanche Hovington, de La Reine, demanderesse; vs Ludger Marcoux, de La Reine, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 31 mars 1925.

Le procureur de la demanderesse,
1805—15-5 WILLIAM PARADIS.

Canada, Province of Quebec, district of Abitibi, Superior Court, No. 715. Blanche Hovington, of La Reine, plaintiff; vs Ludger Marcoux, of La Reine, defendant.

An action in separation as to property has been instituted the 31st of March, 1925.

WILLIAM PARADIS,
Attorney for plaintiff.
1806—15-5

Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure, No. 9654. Dame Léda Gaudreault, épouse de Ernest Simard, cordonnier, de Kénogami, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Ernest Simard, défendeur.

Province of Québec, District of Chicoutimi, Superior Court, No. 9654. Dame Léda Gaudreault, wife of Ernest Simard, shoemaker, of Kénogami, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Ernest Simard, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Chicoutimi, 28 mars, 1925.

Les Procureurs de la demanderesse,
1675—14-4 **GOSELIN & GOSELIN.**

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 564.

Dame Céline Lamothe, du canton de Granby, district de Bedford, épouse de Omer Pinsonneault, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs le dit Omer Pinsonneault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Sweetsburg, 18 mars 1925.

Les avocats de la demanderesse,
1575—13-5 **GIROUX & GIROUX.**

Cour Supérieure, district de Québec, No 1521. Zoé Crassopolo, de Québec, épouse commune en biens de Nick Catzandonis, restaurateur, demanderesse; vs le dit Nick Catzandonis, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Québec, 17 mars 1925.

Les procureurs de la demanderesse.
Signé: **PAUL DROUIN & JEAN GARNEAU.**
1617—13-5

Province de Québec, district de Joliette, dans la Cour supérieure, No 1059.

Dame Marie-Louise Magnan, de la paroisse de Saint-Alexis, district de Joliette, épouse commune en biens de Ludger Bélisle, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs ledit Ludger Bélisle, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 13 mars 1925.

Joliette, 16 mars 1925.

Le procureur de la demanderesse,
1449—12-5 **JOS. SYLVESTRE.**

Cour supérieure, Montréal, No 4311. Roseline Rousseau, de Montréal, épouse de Joseph-Damase Ruel, barbier, a formé demande en séparation de biens contre son mari, le 28 février 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
MASSON, BILLETTE, BRODEUR & MASSON.
1429—12-5

Province de Québec, District de Montréal, No. 2061. Cour Supérieure. Hilwe Deeb, épouse commune en biens de Alexandre Haddad, marchand, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée, demanderesse; vs Le dit Alexandre Haddad, défendeur.

Une action en séparation de biens, entre les parties, a dûment été intentée.

Montréal, le 16 mars, 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
1479—12-5 **BERARD & BEAULIEU.**

An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

Chicoutimi, March 28th, 1925.

GOSELIN & GOSELIN,
1676—14-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 564.

Dame Celina Lamothe, of the township of Granby, district of Bedford, wife of Omer Pinsonneault, of the same place, farmer, plaintiff; vs the said Omer Pinsonneault, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted.

Sweetsburg, March 18 1925.

GIROUX & GIROUX,
1576—13-5 Attorneys for plaintiff.

Superior Court, District of Quebec No. 1521. Zoé Cras opolo, from Quebec, wife common as to property of Nick Catzandonis, from Quebec, restaurant keeper, plaintiff; vs the said Nick Catzandonis, defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

Quebec, March the 17th, 1925.

Signed: **PAUL DROUIN & JEAN GARNEAU,**
Plaintiff's Attorneys.
1618—13-5

Province of Quebec, district of Joliette, in the Superior Court, No. 1059.

Marie Louise Magnan, of the parish of Saint Alexis, district of Joliette, wife common as to property of Ludger Belisle, farmer, of the same place, plaintiff; vs the said Ludger Belisle, defendant.

An action for separation of property has been instituted in this case on the 13th of March 1925.

Joliette, March 16, 1925.

JOS. SYLVESTRE.
1450—12-5 Attorney for the plaintiff.

Superior Court, Montreal, No. 4311. Roseline Rousseau, of Montreal, wife of Joseph Damase Ruel, barber, has taken an action in separation as to property against her husband, the 28th. of February, 1925.

MASSON, BILLETTE, BRODEUR & MASSON,
1430—12-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, No. 2061. Superior Court. Hilwe Deeb, wife common as to property of Alexandre Haddad, merchant, of the city and district of Montreal, duly authorised for the purpose, plaintiff; vs The said Alexandre Haddad, defendant.

An action in separation as to property has duly been instituted between the said parties.

Montreal, the 16th March, 1925.

BERARD & BEAULIEU,
1480—12-5 Advocates for plaintiff.

Avis divers

CONSEIL DE LA CHAMBRE DES NOTAIRES

Cabinet du Secrétaire.

Avis public est, par le présent, donné par moi soussigné, Edouard Biron, l'un des secrétaires de la Chambre des Notaires et le secrétaire du Conseil de la dite Chambre, que par jugement du

Miscellaneous Notices

BOARD OF NOTARIES

Office of the Secretary of the Council.

Public notice is hereby given by the undersigned, Edouard Biron, one of the Secretaries of the Board of Notaries and the secretary of the Council of said Board, that by a judgment of the

conseil de la dite Chambre, en date du 13 mars dernier, 1925, P.-E.-Emile Bélanger, notaire, résidant à Québec, dans le district de Québec, a été destitué pour s'être rendu coupable d'un acte dérogatoire à l'honneur professionnel, prévu par les dispositions de l'article 4849, alinéa 7ième, du Code du Notariat.

Cette destitution prendra effet le vingt-cinquième jour du mois d'avril courant, 1925.

En foi de quoi j'ai signé le présent, à Montréal, ce quatorzième jour d'avril mil neuf cent vingt-cinq.

Le secrétaire,
EDOUARD BIRON.

1939—16-2

Council of the said Board, dated the thirteenth day of March last, (1925), P. E. Emile Belanger, Esquire, Notary, residing at Quebec, in the district of Quebec, has been removed as having been found guilty of an act derogatory to the honor of the profession, in accordance with article 4849, paragraph 7th of the Notarial Code.

Such removal will take effect on the twenty-fifth day of April instant (1925).

In witness whereof I have signed these presents at Montreal, this fourteenth day of April, nineteen hundred and twenty-five.

EDOUARD BIRON,
Secretary.

1940—16-2

Avis est donné au public conformément à l'article 7295a des Statuts refondus, 1909, que la Corporation d'Énergie de Montmagny, corps politique et incorporé ayant son siège d'affaires en la ville de Montmagny, se propose de faire autoriser et ratifier la construction de son barrage érigé en la paroisse de Saint-Cajetan-d'Armagh, sur la rivière Fourche Nord-Ouest, entre les lots Nos. 67a, 67b, 68a, 68b, 69b et 70b, du premier rang sud-est du cadastre officiel du canton Armagh, ainsi que les autres travaux qu'elle a faits sur les dits lots pour les fins d'un développement hydro-électrique, le dit barrage et les autres travaux devant affecter les lots ci-dessus mentionnés.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée d'un plan comportant le devis des travaux exécutés, a été transmise à l'Honorable Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Bellechasse.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

Montmagny, le 13 mars 1925.

LA CORPORATION D'ÉNERGIE DE MONTMAGNY,
Par MAURICE ROUSSEAU,
Président.

Contresigné:

Les procureurs de la requérante,
ROUSSEAU, CHOUINARD & LAFLAMME.
1431—12-5

Notice is hereby given, pursuant to article 7295a of the Revised Statutes, 1909, that La Corporation d'Énergie de Montmagny, a body politic and corporate having its head office in the town of Montmagny, intends to obtain authorization and ratification for the erection of its dam erected in the parish of Saint Cajetan d'Armagh, upon the river Fourche Nord Ouest, between lots Nos. 67a, 67b, 68a, 68b, 69b, and 70b, of the first southeast Range of the official cadastre of the township of Armagh, as well as all other works it has made upon the said lots, for the purposes of a hydro-electric development, the said dam and other works to affect the above mentioned lots.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of the works executed, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry office of the Registration Division of the county of Bellechasse.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

Montmagny, March 13, 1925.

LA CORPORATION D'ÉNERGIE DE MONTMAGNY,
Per MAURICE ROUSSEAU,
President.

Countersigned:

ROUSSEAU, CHOUINARD & LAFLAMME,
Attorneys for petitioners.

1432—12-5

Bureau-chef

Province de Québec, district de Québec.

Avis public est par les présentes donné que la compagnie dite "Chateau-Richer Quarry, Limited", a été constituée en corporation sous le sceau de la province de Québec, le vingt-sixième jour de février mil neuf cent vingt-cinq, que sa principale place d'affaires, dans la province de Québec, est située au numéro soixante et onze (71), rue Saint-Pierre, Québec.

En foi de quoi, la présente déclaration a été signée à Québec, le neuvième jour d'avril mil neuf cent vingt-cinq.

"CHATEAU-RICHER QUARRY, LIMITED",
Par le secrétaire,
C.-E. TASCHEREAU.

1941

Chief Office

Province of Quebec, district of Quebec.

Public notice is hereby given that Chateau-Richer Quarry, Limited, has been incorporated under the Seal of the Province of Quebec, on the twenty-sixth day of February nineteen hundred and twenty-five, that its principal place of business, in the Province of Quebec, is at number seventy-one (71) Saint Peter Street, Quebec.

In faith and testimony whereof, the present declaration has been signed at Quebec, on the ninth day of April nineteen hundred and twenty-five.

"CHATEAU-RICHER QUARRY, LIMITED",
Per C. E. TASCHEREAU,
Secretary.

1942

Liquidation—Avis de

Avis est par le présent donné que les actionnaires de Les Habitations Limoilou, Limitée, à une assemblée de la compagnie, tenue au bureau de la compagnie, le vingt-sixième jour de mars 1925, ont, par résolution passée ce jour, décidé la liquidation et la dissolution de ladite compagnie.

Québec, ce vingt-sixième jour de mars 1925.

Le liquidateur,
1933 GEORGES PAQUET.

Winding up Notice

Notice is hereby given that the shareholders of "Les Habitations Limoilou, Limitée", at a meeting held at Quebec, on the day of 26th March 1925, have passed a resolution for the winding up and dissolution of the company.

Quebec, 26th day of March 1925.

1934 GEORGES PAQUET,
Liquidator.

Ratification de titres

EX-PARTE

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 495. Jean-Baptiste Péladeau, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île-Perrot, district de Montréal, requérant.

Avis vous est par les présentes donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal, un acte passé devant M^{re} L.-J. Boileau, notaire, le 25^{ème} jour de mars 1925, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Vaudreuil, le 30^{ème} jour de mars 1925, sous le No 44420, entre Ernest Daoust, employé civil, de la paroisse de Rawdon, et Jean-Baptiste Péladeau, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île-Perrot, district de Montréal, étant une vente par le dit Ernest Daoust au dit Jean-Baptiste Péladeau, de l'immeuble suivant, savoir:

"Une ferme située en la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île-Perrot, et composée des lots numéros quatre-vingt et quatre-vingt-un au plan et sur le livre de renvoi officiels de la dite paroisse, mesurant trois arpents de front et quarante arpents de profondeur, plus ou moins; bornée en front par la rivière Ottawa, en arrière par les terres de la Petite Côte, d'un côté par Alcibiade Daoust, et de l'autre côté par les représentants Alphonse Bourbonnais—avec les bâtisses, et sujet à un droit de passage en faveur de Jean-Baptiste et Avila Daoust, tel que porté dans le contrat de vente consenti par le dit Jean-Baptiste Daoust à Guisolphe Daoust, devant F.-D.-O. Turcotte, notaire, le sept avril mil huit cent quatre-vingt-onze, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Vaudreuil sous le No 24710".

Et en la possession, comme propriétaires, pendant les trois dernières années, des personnes suivantes, savoir: du vendeur Ernest Daoust, du 15 octobre 1923, en vertu du testament de son père David alias Azilda Daoust, et du dit Azilda Daoust, cultivateur, avant cette date; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur les dits immeubles immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit emplacement a été acquis par ledit Jean-Baptiste Péladeau, sont averties qu'il sera présenté à la dite Cour Supérieure, pour le district de Montréal, division de pratique, chambre 31, au Palais de Justice, à Montréal, le 15^{ème} jour de mai 1925, à dix heures et demie de l'avant-midi, une demande en ratification de titre, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner

Confirmation of titles

EX-PARTE

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 495. Jean Baptiste Peladeau, farmer, of the Parish of Sainte Jeanne de l'Île Perrot, district of Montreal, petitioner.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the Prothonotary of the Superior Court, in the district of Montreal, a deed executed before L. J. Boileau, notary, the 25th. day of March 1925, and registered at the registry office of the County of Vaudreuil, at Vaudreuil, on the 30th. day of March 1925, under No. 44420, between Ernest Daoust, civil employee, of the Parish of Rawdon, and Jean Baptiste Peladeau, farmer, of the Parish of Sainte Jeanne de l'Île Perrot, district of Montreal, being a sale by the said Ernest Daoust to the said Jean Baptiste Peladeau, of the following immovable, it is to say:

"A farm situated in the Parish of Sainte Jeanne de l'Île Perrot, and composed of lots number eighty and eighty-one on the official plan and in the book of reference of the said Parish, containing three arpents in width by forty arpents in depth, more or less; limited in front by Ottawa River, in the back by the lands of La Petite Cote, on one side by Alcibiade Daoust, on the other side by the representatives Alphonse Bourbonnais—with the buildings thereon erected, and subject to a right of way in favour of Jean Baptiste and Avila Daoust, as mentioned in a deed of sale by the said Jean Baptiste Daoust to Guisolphe Daoust, before F. D. O. Turcotte, notary, on the seventh of April 1891, and registered at the registry office of the County of Vaudreuil under No. 24710".

And possessed, as proprietors, for the three years now last past, by the following persons: by the said Ernest Daoust, from the 15th. of October 1923, in virtue of the last will of his father David alias Azilda Daoust, and of the said Azilda Daoust, farmer, before this date; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately previous to and at the time the same were acquired by the said Jean Baptiste Peladeau, are hereby notified that application will be made to the said Court, practise division, Chamber 31, in the Palace of Justice, in Montreal, on the fifteenth day of May 1925, at 10.30 a.m., for a judgment of confirmation of title and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing and file the

dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours du dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Montréal, 4 avril 1925.

Le député protonotaire de la Cour Supérieure,
J.-E. LACOMBE,
Les procureurs du requérant,
GUERIN, RENAUD & COUSINEAU.
1833—15-2

same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be for ever precluded from the right of so doing.

Montreal, April the 4th., 1925.

J. E. LACOMBE,
Deputy Prothonotary of the Superior Court.
GUERIN, RENAUD & COUSINEAU,
Attorneys for the petitioner.
1834—15-2

Soumissions

Canada, province de Québec, district de Hull,
Cité de Hull.

DEMANDE OFFICIELLE DE SOUMISSIONS

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Hull recevra, au bureau du soussigné, d'aujourd'hui, jusqu'à quatre heures de l'après-midi de mardi le 28 avril 1925, pour être prises en considération par le conseil à huit heures du soir ou aussitôt après telle heure que le conseil jugera à propos de procéder à l'ouverture des dites soumissions, des soumissions cachetées pour l'achat de débetures de la Cité de Hull, au montant de \$200,000.00, avec coupons annexés pour intérêts, émises pour travaux d'améliorations locales, tels que égouts, trottoirs, pavages, aqueduc, outillage, consolidation de la dette flottante. La dite émission de \$200,000.00, savoir 200 débetures de \$1,000.00, étant une tranche de l'émission totale de \$650,000.00 autorisée par le Règlement No 246 de la Cité de Hull, payables les dites débetures et les intérêts aux bureaux de la Banque Provinciale du Canada, à Montréal ou à Québec, ou au bureau du Trésorier de la Cité dans la Cité de Hull.

Date des débetures, 1er novembre 1924.

Echéance le 1er novembre 1945.

Intérêt 5% payable semi-annuellement le premier mai et premier novembre de chaque année.

Un chèque accepté représentant 1% de l'émission devra accompagner la soumission. Tel chèque accompagnant une soumission qui n'aura pas été acceptée sera retourné immédiatement.

La soumission devra mentionner si le prix comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les coupons au moment de la livraison, à partir du 1er novembre 1924. Elles devront être sous pli cacheté et avec indication "Soumissions pour débetures", à l'adresse du "Greffier de la Cité de Hull", Qué.

La livraison des débetures se fera au bureau du Trésorier de la Cité, à Hull, ou par l'entremise d'une banque incorporée à Hull ou à Ottawa, suivant le désir de l'acheteur.

La présente émission a été approuvée par le Lieutenant-gouverneur en Conseil de la Province de Québec, le 30 décembre 1924.

Le conseil ne s'engage à accepter ni la plus haute ni la plus basse, ni aucune des soumissions.

Donné en l'Hôtel de Ville de la Cité de Hull, ce 6 avril 1925.

H. BOULAY,
Greffier de la Cité.
Hull, Qué.

1895—15-2

Tenders

Canada, Province of Quebec, district of Hull,
City of Hull.

OFFICIAL CALL FOR TENDERS.

Public notice is hereby given that the Council of the City of Hull will receive, from now until four o'clock P.M. Tuesday, the 28th day of April 1925, at the office of the undersigned, to be taken into consideration by the City Council at eight o'clock in the evening or immediately after such hour as soon as the Council will be ready for the opening of the tenders, written tenders for the purchase of \$200,000.00 debentures of the City of Hull, with coupons attached for interests, issued for local improvements as sewers, sidewalks, pavements, waterworks, implements, etc. Said issue of \$200,000.00, namely 200 debentures of \$1,000.00, being a portion of the total issue of \$650,000.00 authorized by the By-law No. 246 of the City of Hull. Said debentures and interests are payable at the branches of the Provincial Bank of Canada, in Montreal or in Quebec or at the City Treasurer's Office, in the City of Hull, Que.

Debentures dated, 1st November 1924.

Maturing 1st November 1945.

Interest payable semi-annually on the 1st of May and November each year.

An accepted check representing one per cent of the issue must accompany each tender. The check accompanying such tenders which will not be accepted shall be returned immediately.

All tenders must mention if the price includes or not the accrued interest on the coupons at the time of delivery, from the 1st of November 1924. They shall be under seal with the indication "Tenders for Debentures" and addressed to the "City Clerk", Hull, Que.

The delivery of said debentures shall be made at the City Treasurer's office, at Hull, Que., or through a chartered bank in the City of Hull or in the City of Ottawa, as may be desired by the successful bidder.

The present issue has received the approval of the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, on the 30th day of December 1924.

The City Council does not bind itself to accept the highest of the lowest or any of the tenders.

Given at the City Hall in the City of Hull, on this 6th day of April 1925.

H. BOULAY,
City Clerk,
Hull, Qué.

1896—15-2

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Dominion Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, mercredi, le 20 mai 1925, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier juin 1923 dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le vice-président et gérant-général,
1687-14-6 T. E. McDONNELL.

Sales of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Wednesday, May 20, 1925, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to June the first 1923, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
Vice-President and General Manager.
1688-14-6

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de Loguay Arseneault, Shawinigan Falls, Qué., cédant autrui é.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le VINGTIÈME jour de MAI 1925, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Marc de Shawinigan, l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain situé en la ville de Shawinigan Falls, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre-vingt-six au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-quatre (624-86), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice pour la paroisse de Sainte-Flore, contenant, le dit terrain, cinquante pieds et six pouces de largeur sur cent pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—sans bâtisse.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C.P.C. et article 20, paragraphe 4a, b, c, de la Loi de Faillite, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus amples renseignements, s'adresser à

Le syndic,
HENRI BISSON.

Bureau: 142 rue Notre-Dame,
Trois-Rivières, 8 avril 1925.

19 5-16-2

Dans l'affaire de: Joseph-Norbert Couillard, New Carlisle, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le TRENTE AVRIL, 1925, à ONZE heures, A. M., seront vendus à la porte de l'église catholique de New Carlisle, les immeubles en cette affaire, comme suit:

A. Un certain terrain étant le lot primitif numéro sept (7), situé dans le premier rang des lots de la ville de New Carlisle, et maintenant mieux connu comme étant le lot cadastral numéro dix-neuf cent quarante-deux (No 1942) du cadastre officiel du Canton Cox, contenant une acre en superficie, plus ou moins; borné en front par le lot cadastral No 1925, ci-après mentionné, en arrière par le lot cadastral No 1995, à l'ouest par les héritiers de feu Robert McIntyre, et à l'est par une rue courant du nord au sud—sans bâtisse.

Un certain terrain étant le lot primitif numéro cinquante-quatre (No 54), situé dans le deuxième rang des lots de la ville de New Carlisle, et maintenant mieux connu comme étant le lot cadastral numéro dix-neuf cent quatre-vingt-quinze (No. 1995) du cadastre officiel du canton

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of Loguay Arseneault, Shawinigan Falls, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that WEDNESDAY, the TWENTIETH day of MAY 1925, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the door of the parochial church of Saint Marc de Shawinigan, the following immovable, to wit:

A lot of land situate in the town of Shawinigan Falls, known and designated as being the lot number eighty six, on the plan of subdivision of cadastral lot number six hundred and twenty four (624-86) of the official cadastral plan and book of reference of the county of Saint Maurice, for the parish of Sainte Flore, containing, the said lot of land, fifty feet and six inches in width, by one hundred and six inches in depth, English measure, more or less—without buildings.

The titles and certificates may be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to article 716-717 C.C.P. and article 20, paragraph 4a, b, c, of the Bankruptcy Act and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash. For further particulars, apply to

HENRI BISSON,
Trustee.

Office: 142 Notre Dame Street,
Three Rivers, April 8, 1925.

1936-16-2

In the matter of: Joseph Norbert Couillard, New Carlisle, authorized assignor.

Public notice is hereby given that on THURSDAY, the THIRTIETH day of APRIL, 1925, at ELEVEN o'clock A. M., there will be sold at the door of the catholic church of New Carlisle, the immovables of this estate, to wit:

A. That certain parcel of land being original lot number seven (7), situate in the first Range of the lots of the town of New Carlisle, and now better known as being cadastral lot number nineteen hundred and forty-two (No. 1942) of the official cadastre of the township of Cox, containing one acre in superficies, more or less; bounded in front by cadastral lot No. 1925 hereunder described, in rear by cadastral No. 1995, to the west by the heirs of late Robert McIntyre, and to the east by a street running from north to south—without building.

That certain lot of land being original lot number fifty-four (No. 54) situate in the second Range of the lots of the town of New Carlisle and now better known as being cadastral lot number nineteen hundred and ninety-five (No. 1995) of the official cadastre of the township of Cox, contain-

Cox, contenant une acre en superficie, plus ou moins; borné en front par le dit lot No 1942, en arrière par une rue courant de l'est à l'ouest, à l'ouest par les héritiers du dit Robert McIntyre, et à l'est par la dite rue, courant du nord au sud,—avec la maison, grange et autres améliorations dessus construites sur le dit lot 1995.

Un certain morceau de terre connu comme étant partie du numéro cadastral dix-neuf cent vingt-cinq (No. 1925), situé sur la commune de New Carlisle, et mesurant trois chaînes et seize chaînons de largeur, sur la profondeur d'une chaîne et trente chaînons; borné en front par la Commune de New Carlisle, à l'ouest par le lot No 1924, au nord par le lot No 1942, ci-haut décrit, et à l'est par une rue courant du nord au sud, et contenant 41-100 d'une acre en superficie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tel qu'acheté de Charles Puttle, par un acte daté du 21 avril, 1923, et enregistré le 23 janvier, 1925, dans le registre B, volume 28, page 537, sous le No 5927.

Pour être vendus en un seul et même lot, sauf à distraire les parties de terrain vendues à William E. Poirier et Dame Philomène Couillard.

B. Un morceau de terre situé dans le troisième rang en arrière de New Carlisle, étant partie du lot primitif numéro quatre-vingt-quatre (84) et maintenant connu comme partie du lot cadastral numéro neuf cent dix-neuf (Ptie 919); borné à l'est par le chemin de l'église, à l'ouest par les héritiers de feu James Walker, au nord par le lac Range, et au sud par le cinquième rang des Parcs de la ville de New Carlisle, contenant dix acres en superficie, plus ou moins—sans bâtisse.

C. Tout ce morceau de terre étant partie des lots primitifs 17 et 18, et maintenant mieux connu comme les lots cadastraux Nos 1198 et 1199, du cadastre officiel du canton Cox, situé dans le deuxième rang ouest de la ligne Paspébiac, contenant une acre de front par la profondeur des dits lots et contenant seize acres en superficie, plus ou moins—sans bâtisse.

D. Un certain morceau de terrain situé dans le village de New Carlisle, dans le canton de Cox, mesurant cent cinq pieds de front (105) sur une profondeur de quarante pieds (40) plus ou moins, étant un lot de terrain sur la commune de New Carlisle—sans bâtisse.

E. Tous les droits du débiteur sur un certain lot de terre situé dans le septième rang du canton Cox, ouest de la ligne Paspébiac, étant le lot primitif numéro dix (10) et maintenant mieux connu comme étant les lots cadastraux Nos 1556, 1557 et 1558 du cadastre officiel du canton de Cox; borné en front par le sixième rang, en arrière par le huitième rang, à l'est par le lot No 1559, et à l'ouest par le lot No 1555, contenant, le dit lot No 10, cent acres en superficie—sans bâtisse.

La vente se fera pour chaque item séparément, au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 20, paragraphe 4, A, B, C, de la Loi de faillite, qui équivaut à la vente par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le Syndic.

J.-P.-E. GAGNON,

Bureau: 44 rue Dalhousie,

Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.

Québec, ce 26 mars, 1925.

1629—13-2

ing one acre in superficies, more or less; bounded in front by said lot No. 1942, in rear by a street running from east to west, to the west by the heirs of said Robert McIntyre and to the east by said street, running from north to south—with the house, barn and other improvements erected upon said lot 1995.

That certain parcel of land known as being part of cadastral number nineteen hundred and twenty-five (No. 1925), situate in the Common of New Carlisle, and measuring three chains and sixteen links in width by a depth of one chain and thirty links; bounded in front by the Common of New Carlisle, to the west by lot No. 1924, to the north by lot No. 1942 above described, and to the east by a street running from north to south, and containing 41-100 of an acre in superficies—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, as bought from Charles Puttle, by deed dated the 21st. of April, 1923, and registered the 23rd. of January, 1925, in register B, volume 28, page 537, under No. 5927.

To be sold as one single plot of land, save to be deducted the parcels of land sold to William A. Poirier and Dame Philomène Couillard.

B. A parcel of land situate in the third Range in rear of New Carlisle, being part of original lot number eighty-four (84) and now known as part of cadastral lot number nine hundred and nineteen (Pt 919); bounded to the east by the church road, to the west by the heirs of late James Walker, to the north by the Lake Range, and to the south by the fifth Range of the Parks of the town of New Carlisle, containing ten acres in superficies, more or less—without building.

C. All that parcel of land being part of original lots 17 and 18 and now better known as being cadastral lots Nos. 1198 and 1199 of the official cadastre of the township of Cox, situate in the second Range of the Paspébiac Line, containing one acre in front by the depth of said lots and containing sixteen acres in superficies, more or less—without building.

D. That certain parcel of land situate in the village of New Carlisle, in the township of Cox, measuring one hundred and five (105) feet in front, by forty (40) feet in depth, more or less, being a lot of land on the Common of New Carlisle—without building.

E. All the rights of the debtor upon a certain lot of land situate in the seventh Range of the township of Cox, west the Paspébiac Line, being original lot number ten (10) and now better known as being cadastral lots Nos. 1556, 1557 and 1558 of the official cadastre of the township of Cox; bounded in front by the sixth Range, in rear by the eighth Range, to the east by lot No. 1559 and to the west by lot No. 1555, containing, said lot No. 10, one hundred acres in superficies—without building.

Each item to be sold separately and to highest bidder.

The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C.C.P., and also to article 20, paragraph 4, A, B, C, of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

J. P. E. GAGNON,

Trustee.

Office: 44 Dalhousie Street.

Canada Steamship Lines, Ltd., Building.

Québec, March 26, 1925.

1630—13-2

Vente pour taxes municipales

Sale for municipal taxes

PROVINCE DE QUÉBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

Comté de Chambly.

County of Chambly.

VILLE DE GREENFIELD PARK

TOWN OF GREENFIELD PARK.

Avis public est, par les présentes, donné par E.-J. Allwright, secrétaire-trésorier de la ville de Greenfield Park, que les propriétés ci-après désignées seront vendues à l'enchère publique, au bureau de la corporation, encoignure du Boulevard Edward et chemin Devonshire, Greenfield Park, le MARDI, le DOUZIEME jour de MAI 1925, à DIX heures de l'avant-midi, pour rencontrer le paiement des taxes municipales et scolaires mentionnées ci-dessous et les dépenses et intérêts sur icelles, à moins que lesdites taxes intérêts et dépenses soient payés avant cette vente.

Public notice is hereby given by E. J. Allwright, secretary-treasurer of the town of Greenfield Park, that the properties hereinafter designated will be sold by public auction, at the office of the corporation, corner of Edward Boulevard and Devonshire Road, Greenfield Park, on TUESDAY, the TWELFTH day of MAY 1925, at TEN in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes mentioned below and the costs and interest thereon, unless the said taxes, interest and costs are paid before the sale.

Nom du propriétaire — Name of Proprietor	Cadastre No. — Cadastral No.	Taxes municipales — Municipal taxes	Taxes scolaires — School taxes
Anderson, James.....	Partie du cadastre No 229-1, de forme irrégulière, 60,735 pieds carrés; bornée au côté S.-E. par le No. Cad. 228, au côté N.-O. par le No. cad. 229-2, en arrière par la partie du même lot, et en front par le chemin Devonshire et autres parties du même lot—Part of Cad. No. 229-1, irregular measurements, 60,735 square feet, bounded on S. E. side by Cad. No. 228, on N. W. side by Cad. No. 229-2, in rear by part of same lot and in front by Devonshire Road and other parts of same lot.....	\$ 199.18 288.42 47.20	\$ 192.63 211.47 37.40
Buchanan, W.....	Cad. No 239-7-3, 4 & 6.....		
Belair, Walter.....	Cad. No. 240-52, 4 & 5.....		
Murray, Catherine, veuve de— widow of Félix Belair.....	Cad. 240-52-3..... Cad. No. 240-52-2..... Cad. No. 240-52-1..... Cad. No. 240-53-3..... Cad. No. 240-53-1..... Cad. No. 240-53 et bâtisses dessus érigées—and buildings thereon erected..... Cad. No. 240-54 et bâtisses sus-érigées—and buildings thereon erected.....	289.27	254.27
Banks, G.-W.....	Cad. No. 232-1-19-15.....	6.37	8.59
Bockus, D., succ. de estate of—.....	Cad. No. 244-2 avec bâtisses sus-érigées—with building erected thereon.....	210.83	173.83
Bohme, R., Dame—Mrs.....	Cad. No. 238-544 & 545.....	6.06	1.88
Brossit, T.....	Cad. No. 244-94, 95 & 96.....	69.94	7.50
Barrett, W.....	Cad. No. 244, coin sud-ouest du lot No 60 mesurant 58 pieds, 6 pouces en front par 157 pieds 6 pouces en profondeur—South West Corner of lot No. 60 measuring 58 feet 6 inches front by 157 feet 6 inches deep.....	40.63	60.77
Bailey, Eph.....	Cad. No. 232-1, partie du lot No 38 mesurant 40 pieds en front par 156 pieds en profondeur, bornée en front par le No cad. 232-1-37, en arrière par le No. cad. 240, et de chaque côté par d'autres parties du même lot—Part of lot No. 38 measuring 40 feet front by 156 feet deep; bounded in front by Cad. No. 232-1-37, in rear by Cad. No. 240, and on each side by other parts of same lot.....	26.39	23.62
Barton, Alf.....	Cad. No. 232-1, partie N.-O. du lot 29 mesurant 72 pieds 11 pces en front par 506 pieds en profondeur—N. W. part of lot 29, measuring 72 feet 11 inches front by 506 feet deep.....	120.10	135.64
Chalmers, R. S.....	Cad. No. 241, coin nord du lot No 7, mesurant 45 pieds en front par 176 pieds en profondeur—North corner of lot No. 7 measuring 45 feet front by 176 feet deep.....	73.76	18.83
Charlton, S.....	Cad. No. 239, partie sud-est du lot 46, mesurant 105 pieds en front par 192 pieds en profondeur—South East part of lot 46 measuring 105 feet front by 192 feet deep.....	151.14	143.88
Dobuck, M.....	Cad. No 244-3-11.....	17.67	10.01
Denis, El'azar.....	Cad. No 232-1-11.....	152.64	70.00
Eclipse Garment Co.....	Cad. No. 232-1-30.....	151.85	113.83
Entwistle, T.....	Cad. No. 232-1-41.....	99.76	66.07
Evans, J.-J.....	Cad. No. 244-89.....	25.45	9.38
Greaves, A.-R.....	Cad. No. 239-4.....	121.87	102.06
Gunnerson, Ferd.....	Cad. No. 239, partie nord-ouest du lot No 35, mesurant 50 pieds en front par 192 pieds en profondeur—North West part of lot 35 measuring 50 feet front by 192 feet deep.....	44.45	48.95

Nom du propriétaire Name of Proprietor	Cadastré No. Cadastral No.	Taxes municipales Municipal taxes	Taxes scolaires School taxes
Gunnerson, Ferd.	Cad. No 239, partie du lot No 46, mesurant 57 pieds 6 pouces en front par 192 pieds en profondeur, bornée en front par 239-24, en arrière par 239-53 et de chaque côté par d'autres parties du même lot—Part of lot 46 measuring 57 feet, 6 inches front by 192 feet deep; bounded in front by 239-24, in rear by 239-53 and on each side by other parts of same lot.	\$37.17	\$61.52
Gunnerson, Ferd.	Cad. No 240, partie nord-ouest du lot 58 mesurant 25 pieds de front par 263 pieds de profondeur—North West part of lot 58 measuring 25 feet front by 263 feet deep.	26.34	47.59
Gunnerson, Ferd.	Cad. No. 240, partie sud-est du lot 59 mesurant 25 pieds en front par 263 pieds de profondeur—South East part of lot 59 measuring 25 feet front by 263 feet deep.	26.34	47.60
Gunnerson, Ferd.	Cad. No 241, coin est du lot No 7, mesurant 45 pieds en front par 176 pieds en profondeur—East Corner of lot No. 7 measuring 45 feet front by 176 feet deep.	48.54	55.80
Gunnerson, Ferd.	Cad. No 244-92.	42.45	39.90
Gunnerson, Ferd.	Cad. No 244, partie du lot No 20, mesurant 50 pieds en front par 113 pieds en profondeur, bornée en front par 244-19, en arrière par 244-22, et des deux côtés par d'autres parties du même lot.—Part of lot No. 20 measuring 50 feet front by 113 feet deep; bounded in front by 244-19, in rear by 244-22, and on both sides by other parts of same lot.	38.36	52.04
Goudron, A.	Cad. No. 240-35-5.	26.39	2.55
Graham, A.-T.	Cad. No. 240-66-1.	39.39	32.76
Hornaby, L.-W.	Cad. No. 241, partie du lot No 10, mesurant 39 pieds en front par 176 pieds en profondeur, bornée en front par l'avenue Murray, en arrière, et de chaque côté par d'autres parties du même lot No cad. 241-10—Part of lot No. 10 measuring 39 feet front by 176 feet deep, bounded in front by Murray Ave. in rear and on each side by other parts of same lot Cad. No. 241-10.	19.76	19.85
Henke, Amedee-J.	Cad. No. 244-36-2.	14.62	13.43
Hales, W.-D.	Cad. No. 244, partie nord-ouest du lot No 20, mesurant 50 pieds en front par 113 pieds en profondeur—North West part of lot No. 20, measuring 50 feet front by 113 feet deep.	55.40	43.93
Hughes, W.-Dme—Mrs.	Cad. No 239, partie du lot No 48, mesurant 75 pieds en front par 70 pieds en profondeur, bornée en arrière par le lot No 239-47 et des autres côtés par des parties du même lot No 239-48—Part of lot No. 48 measuring 75 feet front by 70 feet deep, bounded in rear by lot 239-47 and on other sides by parts of same lot 239-48.	68.67	69.35
Eva, P.-H., Dame—Mrs.	Cad. No 239, partie du lot No 62, mesurant 80 pieds en front par 174 pieds en profondeur, avec les bâtisses sus-érigées—Part of lot No. 62 measuring 80 feet front by 174 feet deep, with buildings erected thereon.	61.57	70.60
James, F.-J., Dame—Mrs.	Cad. No. 238-245-246.	13.60	5.57
Lavolette, Chas.	Cad. No 232, partie sud-est du lot 29 mesurant 145 pieds 7 pouces en front par 506 pieds en profondeur—South East part of lot 29 measuring 145 feet 7 inches front by 506 feet deep.	107.93	32.40
Lewis, C.-T.	Cad. No. 240-30-2.	46.23	72.88
South Shore Homes & Lands (Aimé Geoffron).	Cad. No. 236-97-98.	13.91	
Lamarre, P.-B.	Cad. No. 232-1-44.	155.50	25.00
Lamarre, P.-B.	Cad. No. 232-1, partie nord-ouest du lot No 25, mesurant 72 pieds en front par 256 pieds en profondeur—North West part of lot No. 25 measuring 72 feet front by 256 feet deep.	78.43	20.00
Lyonns, J. J.	Cad. No. 244-107.	22.28	12.90
Labaree, J.	Cad. No. 232-1-19-7.	3.87	2.00
Mombearns, G.	Cad. No. 239, partie nord-ouest du lot 70 mesurant 26 pieds en front par 174 pieds en profondeur—N. W. part of lot 70 measuring 26 feet front by 174 feet deep.	9.18	7.00
Mombearns, G.	Cad. No. 239, partie sud-est du lot 69 mesurant 124 pieds en front par 174 pieds en profondeur—South East part of lot 69 measuring 124 feet front by 174 feet deep.	58.49	9.50
Mombearns, G.	Cad. No. 241, partie du lot 42, mesurant 40 pieds en front par 150 pieds en profondeur—Part of lot 42 measuring 40 feet front by 150 feet deep.	25.06	10.20
Mombearns, G.	Cad. No. 232-1, partie du lot No 40 mesurant 38½ pieds en front par 161 pieds en profondeur—Part of lot No. 40 measuring 38½ feet front by 161 ft. deep.	17.13	5.00
Mombearns, G.	Cad. No. 232-1, partie du lot No 39 mesurant 38 pieds en front par 159 pieds en profondeur—Part of lot No. 39 measuring 38 ft. front by 159 feet deep.	14.24	16.50
Martineau, J.-C.	Cad. No. 240-3 & 4.	79.78	7.00
Mercille, E.-A. Exors.	Cad. No. 244, coin ouest du lot No 76, mesurant 85 pieds en front par 108 pieds et 6 pouces en profondeur—West corner of lot No. 76 measuring 85 feet front by 108 feet 6 inches deep.	56.26	9.50
Mombearns, G.	Cad. No. 239, partie du lot 71, mesurant 60 pieds en front par 174 pieds en profondeur—Part of lot 71 measuring 60 feet front by 174 feet deep.	54.37	4.20
Mercille, J.-G.-H.	Cad. No. 239, moitié sud-est du lot 85, mesurant 106 pieds en front par 174 pieds en profondeur—South East half of lot 85 measuring 106 feet front by 174 feet deep.	62.45	15.00
Morey, G. et—and Bartlett, W.	Cad. No. 232-1, coin nord-est du lot No 3, mesurant 96 pieds de largeur par 288 pieds de profondeur—North East corner of lot No. 3, measuring 96 feet wide by 288 feet deep.	93.96	51.52
Neesom, G.	Cad. No. 240, coin sud-est du lot No 27, mesurant 50 pieds en front par 100 pieds de profondeur—South East corner of lot No. 27, measuring 50 feet front by 100 feet deep.	39.81	49.89

Nom du propriétaire — Name of Proprietor	Cadastre No. — Cadastral No.	Taxes municipales — Municipal taxes	Taxes scolaires — School taxes
Niblock, I., Melle—Mis.	Cad. No. 242, partie du lot No 11, bornée au côté N.-O. par le lot 242-10, sur les autres côtés par d'autres parties du même lot, mesurant 50 pieds en front par 92 pieds de profondeur—Part of lot No. 11, bounded on N. W. side by lot 242-10, on other sides by other parts of same lot, measuring 50 feet front by 92 feet deep.	\$ 24.38	\$ 23.92
Pettner, C.	Cad. No. 241-27-6 & 7.	49.49	44.54
Poupre, W.-J.	Cad. No. 244-40.	105.42	50.00
Ross, Chas.	Cad. No. 239, moitié sud-est du lot No 10, mesurant 118 pieds 11 pouces en front par 155 pieds de profondeur—South East half of lot No. 10, measuring 118 feet 11 inches front by 155 feet deep.	87.26	101.45
McPherson, W. père—Snr.	Cad. No. 241, partie du lot No 4, mesurant 50 pieds en front par 176 pieds de profondeur, bornée en front par 241-23 et en arrière et de chaque côté par d'autres parties du même lot—Part of lot No. 4, measuring 50 feet front by 176 feet deep, bounded in front by 241-23 and in rear and on each side by other parts of same lot.	52.68	22.01
Sprung, A.	Cad. No. 239, partie du lot No 30 mesurant 48 pieds en front par 192 pieds de profondeur, bornée en front par 239-24, en arrière par 239-67, et des deux côtés par d'autres parties du même lot—Part of lot 30, measuring 48 feet front by 192 feet deep bounded in front by 239-24, in rear by 239-67 and on both sides by other parts of same lot.	27.90	27.39
Swin, Emma (Dme—Mrs. J. Lane)	Cad. No. 239-82-9 & 10.	17.72	29.65
Shevan, J.	Cad. No. 238-859.	5.63	1.00
Stewart, Margaret, épouse de— wife of J.-R. Powrie.	Cad. No. 244-44.	117.34	125.43
Stevenson, R.-B.	Cad. No. 238-250-251, 822 & 823.	21.31	14.90
Thompson, A.	Cad. No. 238-240 & 241 avec bâtisses sus-érigées—with building erected thereon.	58.74	
Trickey, H.	Cad. No. 244-65.	214.73	165.58
Trickey, H.	Cad. No. 244-66.	201.53	179.50
Lynch, Annie, veuve de—widow of Edward Norris.	Cad. No. 241-3, 4 & 5, avec bâtisses sus-érigées—with building erected thereon.	150.57	202.15
Goodwin, W.-H.	Cad. No. 249-73-2.	23.69	16.00
McDonald, L.-W.	Cad. No. 239, partie du lot No 33, mesurant 48 pieds en front par 130 pieds de profondeur, bornée en front par le No 239-32, en arrière et de chaque côté par d'autres parties du même lot 239-33—Part of lot No. 33 measuring 48 feet front by 130 feet deep, bounded in front by No. 239-32, in rear and on each side by other parts of same lot 239-33.	35.37	45.25
Smith, J.-R.	Cad. No. 239, partie du lot No 33, mesurant 48 pieds en front par 130 pieds de profondeur, bornée en front par le lot No 239-32, en arrière et de chaque côté par d'autres parties du même lot 239-33—Part of lot No. 33 measuring 48 feet front by 130 feet deep, bounded in front lot No. 239-32, in rear and on each side by other parts of same lot 239-33.	45.35	45.25
Bane, Rosa, veuve de—widow of H. Self.	Cad. No. 239, partie du lot No 33, mesurant 48 pieds par 130 pieds de profondeur, bornée en front par le No 239-33, bornée au côté nord-est par 239-65, en arrière et au côté sud-ouest par d'autres parties du même lot 239-33—Part of lot No. 33 measuring 48 feet front by 130 feet deep, bounded in front by No. 239-32, bounded on north-east side by 239-65, in rear and on South West side by other parts of same lot 239-33.	49.51	45.25
McDonah, L.-W., Smith, J.-R. & Bane Rosa.	Cad. No. 239, partie du lot No 33, mesurant 48 pieds en front par 130 pieds de profondeur, bornée en front par le No 239-32, en arrière et au côté nord-est par d'autres parties du même lot 239-33, au côté sud-ouest par 239-24—Part of lot No. 33 measuring 48 feet front by 130 feet deep, bounded in front by No. 239-32, in rear and on North East side by other parts of same lot 239-33, on South West side by 239-24.	45.36	45.27
Mayfield, D.-M.	Cad. No. 232-1-19-10, 11 & 12.	11.61	3.00
Tessier, A., Dame—Mrs.	Cad. No. 240-134 & 135.	13.98	24.90
Tessier, A., Dame—Mrs.	Cad. No. 240-136 & 137.	11.28	2.50
Greenfield Land & Construction Company.	Cad. No. 232-1-19-33, 34, 35, 36 & 37.	23.85	36.30
Greenfield Land & Construction Company.	Cad. No. 232-1-19.	102.06	102.71
Greenfield Land & Construction Company.	Cad. No. 241-27-32 & 33.	17.82	31.12

Donné à Greenfield Park, ce neuvième jour du
mois d'avril 1925.

Le secrétaire-trésorier,

1937—16-2

E.-J. ALLWRIGHT.

Given at Greenfield Park, this ninth day of
the month of April, 1925.

E. J. ALLWRIGHT,

Secretary-treasurer.

1938—16-2

VENTES PAR LE SHÉRIF
ABITIBI

SHERIFF'S SALES
ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.

No 718. } FELIX LAMARCHE, cultivateur, de Saint-Hermas, demandeur; vs JOS. LAMARCHE, de Senneterre, district d'Abitibi, défendeur, à savoir:

Les droits qu'a le dit défendeur sur les lots de terre connus et désignés sous les Nos un (1), deux (2), trois (3), quatre (4), cinq (5), six (6), sept (7), huit (8), neuf (9), dix (10), onze (11), douze (12), treize (13), quatorze (14), quinze (15), seize (16), dix-sept (17), dix-huit (18), dix-neuf (19), et vingt (20), du bloc numéro huit (8) du village de Senneterre, district d'Abitibi—avec les bâtisses dessus construites; les lots de terre connus et désignés sous les Nos un (1), deux (2), trois (3), quatre (4), cinq (5), six (6), sept (7), et huit (8) du bloc numéro neuf (9) du dit village de Senneterre—avec le moulin dessus construit, et le bloc connu et désigné par la lettre "H" du dit village de Senneterre—avec maison et dépendances dessus construites. Ces immeubles sont désignés comme tels au plan d'arpentage du Département des Terres et Forêts de Québec.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 718. } FELIX LAMARCHE, farmer, of Saint Hermas, plaintiff; vs JOS. LAMARCHE of Senneterre, district of Abitibi, defendant, to wit:

The rights which the said defendant has upon the lots of land known and designated under numbers one (1), two (2), three (3), four (4), five (5), six (6), seven (7), eight (8), nine (9), ten (10), eleven (11), twelve (12), thirteen (13), fourteen (14), fifteen (15), sixteen (16), seventeen (17), eighteen (18), nineteen (19) and twenty (20) of block number eight (8) of the village of Senneterre, district of Abitibi—with the buildings thereon erected; the lots of land known and designated under numbers one (1), two (2), three (3), four (4), five (5), six (6), seven (7), and eight (8) of block number nine (9) of said village of Senneterre—with the mill thereon erected, and the block known and designated by the letter "H" of said village of Senneterre—with the house and dependencies thereon erected. The above immovables are so designated on the plan of survey of the Department of Lands and Forests of Quebec.

To be sold at the door of the parish church of Senneterre aforesaid, the NINETEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Senneterre susdit, le DIX-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif,
Amos, 11 avril 1925.
[Première publication, le 18 avril 1925]

J.-U. DUMONT,
1943—16—2

Sheriff's office,
Amos, April 11, 1925.
[First publication, April 18, 1925]

J. U. DUMONT,

Sheriff.

1944—16—2

BEDFORD

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.

Canada, } ELIE LEMAIRE, cultivateur, de la paroisse de Saint-Bonaventure, dans le district de Richelieu; vs ALBERT FOURNIER, de Notre-Dame-de-Stanbridge, dans le district de Bedford, défendeur; & OLIVA FOURNIER, marchand, de la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, tiers-saisie; & ledit défendeur, requérant.

Comme appartenant au défendeur Albert Fournier:

1. Un morceau de terre, situé dans la paroisse de Notre-Dame-de-Stanbridge, dans le comté de Missisquoi, connu et désigné sous le numéro vingt-trois (23) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Notre-Dame-des-Anges-de-Stanbridge, contenant deux arpents de largeur par vingt-huit arpents de longueur, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées;

2. Un autre morceau de terre situé dans la même paroisse, connu et désigné comme étant

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Canada, } ELIE LEMAIRE, farmer, of the parish of Saint Bonaventure, in the district of Richelieu, plaintiff; vs ALBERT FOURNIER, of Notre Dame de Stanbridge, in the district of Bedford, Defendant; & OLIVA FOURNIER, merchant, of the parish of Saint Alexandre, in the district of Iberville, Tiers-Saisie; & the said Defendant, Petitioner.

As belonging to defendant Albert Fournier:

1. A piece of land, situated in the parish of Notre Dame de Stanbridge, in the county of Missisquoi, known and designated under the number twenty three (23) of the official cadastral plan and in the book of reference of Notre Dame des Anges de Stanbridge, containing two arpents in breadth by twenty eight arpents in length, more or less—with all the buildings thereon erected.

2. Another piece of land situated in the same parish, known and designated as number twenty

le numéro vingt-cinq (25) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Notre-Dame-des-Anges-de-Stanbridge, contenant deux arpents de largeur par vingt-huit arpents de profondeur—avec une grange sus-érigée.

3. Un morceau de terre situé au côté sud du chemin de la Grande Ligne, dans la paroisse de Notre-Dame-de-Stanbridge, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges-de-Stanbridge, sous le numéro vingt-quatre (24), contenant deux arpents de largeur par vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame-de-Stanbridge, à Notre-Dame-de-Stanbridge, dit district, le VINGTIÈME jour de MAI 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Que., 14 avril 1925.
[Première publication, 18 avril 1925]
1951—16-2

five (25) of the official cadastral plan and in the book of reference of Notre Dame des Anges de Stanbridge, containing two arpents in breadth by twenty eight arpents in length—with a barn thereon erected.

3. A piece of land situated on the south side of the Grand Line Road, in the parish of Notre Dame de Stanbridge, known and designated upon the official cadastral plan and in the book of reference of the parish of Notre-Dame des Anges de Stanbridge, under the number twenty four (24), being two arpents in breadth by twenty eight arpents in length, more or less—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre Dame de Stanbridge, at Notre Dame de Stanbridge, said district, on the TWENTIETH day of MAY 1925, at TEN of the clock in the forenoon.

C. J. JAMESON,

Sheriff's office, C. J. JAMESON, Sheriff.
Sweetsburg, Que., April 14, 1925.
[First publication, April 18, 1925]
1952—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, Province de Québec, District d'Iberville,
Cour Supérieure.

No 177. } E LIE LEMAIRE, cultivateur,
de Saint-Bonaventure, district
de Richelieu, demandeur; vs ALBERT FOUR-
NIER, de Notre-Dame-de-Stanbridge, district
de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Un terrain connu et désigné comme étant la partie nord-ouest du lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quarante-trois (443-1) du cadastre officiel du village de Granby, de la contenance de trente-deux pieds et demi de largeur, à compter de la ligne nord dudit lot, par cent trente-deux pieds de profondeur à compter du côté est de la rue Saint-Jean.

2. Un autre terrain connu comme étant le lot numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quarante-trois (443-2)—avec maison à deux logis et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-Granby, en la cité de Granby, district de Bedford, le SIXIÈME jour de MAI, 1925, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., le 23 mars, 1925.
[Première publication, le 28 mars, 1925]
1587—13-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, Province of Quebec, District of Iberville,
Superior Court.

No. 177. } E LIE LEMAIRE, farmer, of
Saint Bonaventure, in the
District of Richelieu, plaintiff; vs ALBERT
FOURNIER, of Notre Dame de Stanbridge,
in the district of Bedford, defendant.

1. A land known and designated as being the northwest part of the lot number one of the official subdivision of lot number four hundred and forty-three (443-1) of the official cadastre of the village of Granby, containing thirty-two feet and a half in width, measured from the north line of said lot, by one hundred and thirty two feet in depth, measured from the east side of Saint John Street.

2. Another land known and designated as being the lot number two of the official subdivision of lot number four hundred and forty-three (443-2)—with a two tenement house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the Parish of Notre Dame de Granby, in the city of Granby, district of Bedford, on the SIXTH day of MAY 1925, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,

Sheriff's office, C. B. JAMESON, Sheriff.
Sweetsburg, Que., March 23rd, 1925.
[First publication, March 28, 1925]
1588—13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, Province de Québec, District de Bedford,
Cour Supérieure.

No 481. } D A M E M A R G U E R I T E - E V E -
L I N E T H I B A U L T, veuve
de feu Joseph Gingras, dans son vivant, notaire,
de la ville de Waterloo, district de Bedford, de-
manderesse; vs THOMAS ROY, des cité et dis-
trict de Montréal, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:—

Une certaine ferme, avec les bâtisses sus-érigées, située dans le canton Granby, district de Bedford, contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre dudit canton de Granby, sous le numéro sept cent quatre-vingt-neuf (789).

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, Province of Quebec, District of Bedford,
Superior Court.

No. 481. } D A M E M A R G U E R I T E E V E -
L I N E T H I B A U L T, widow of
the late Joseph Gingras, in his lifetime, notary,
of the town of Waterloo, district of Bedford,
plaintiff; vs THOMAS ROY, of the city and
district of Montreal, defendant.

As belonging to defendant:—

A certain farm with the buildings thereon erected, situated in the township of Granby, district of Bedford, containing one hundred acres of land in superficies, more or less, known and designated upon the official cadastral plan, and in the book of reference of the said Township of Granby, under the number seven hundred and eighty nine (789).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Notre-Dame-de-Granby, dans la cité de Granby, district de Bedford, le SIXIEME jour de MAI 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Sweetburg, Qué., C.-B. JAMESON.
23 mars, 1925. Sheriff's office,
[Première publication, le 28 mars, 1925] Sweetsburg, Que., March 23rd, 1925.
1589-13-2 [First publication, March 28, 1925]
1590-13-2

To be sold at the parochial church door of the Parish of Notre Dame de Granby, in the city of Granby, district of Bedford, on the SIXTH day of MAY, 1925, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON, Sheriff.
Sheriff's office,
Sweetsburg, Que., March 23rd, 1925.
[First publication, March 28, 1925]
1590-13-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: JOSEPH LEVESQUE No 9467. et ONESIME LEVESQUE, tous deux de Port-Alfred et y faisant affaires en société sous la raison sociale de "Levesque & Frère"; contre ADJUTOR BROCHU, résidant à Saint-Alexis de la Grande-Baie.

Les lots de terre connus et désignés au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Alexis de la Grande-Baie sous les numéros trois cent soixante-huit et trois cent soixante-neuf (368 et 369) du troisième rang Nord, chemin de Bagot, partie Sud-Est—avec les constructions, améliorations, circonstances et dépendances dont le défendeur est actuellement en possession à titre de propriétaire.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Alexis de la Grande-Baie, LUNDI, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain (1925), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
ELZ. BOIVIN.
[Première publication, le 28 mars 1925]
1619-13-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: JOSEPH LEVESQUE No. 9467. and ONESIME LEVESQUE, both of Port Alfred and carrying on their business in partnership, under the firm name and style of "Levesque & Frère"; against ADJUTOR BROCHU, domiciled at Saint Alexis de la Grande Baie.

The lots of land known and designated on the official cadastre for the parish of Saint Alexis de la Grande Baie, under numbers three hundred and sixty-eight and three hundred and sixty-nine (368 and 369) of the third Range north, Bagot road, southeast part—with the buildings, improvements, circumstances and dependencies presently possessed by the Defendant as owner.

To be sold at the door of the church of Saint Alexis de la Grande Baie, MONDAY, the TWENTY-SEVENTH day of APRIL next, (1925), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN, Sheriff.
[First publication, March 28, 1925]
1620-13-2

KAMOUARSKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: OMER VEZINA No. 9650. NA, ouvrier de la cité de Rivière-du-Loup, demandeur; contre DAME BERTHE LECLERC, épouse séparée de biens de sieur Camille Côté, ci-devant avocat, de la cité de Rivière-du-Loup, la dite Dame Leclerc, actuellement de la paroisse du Cap-Saint-Ignace, dûment autorisée aux fins des présentes, défenderesse; savoir:—

1. Un terrain ou emplacement contenant quarante-six pieds de front sur la rue de l'Eglise, en la cité de Rivière-du-Loup, par une profondeur de cent cinquante et un pieds; borné en front, au nord à la rue de l'Eglise, au sud à J.-Y. Pomet, à l'ouest à la rue Joly et à l'est au terrain ci-après décrit, lequel terrain fait partie du lot de terre numéro deux cent deux (Pt'e No. 202), au cadastre officiel de la ville de Fraserville, comté de Témiscouata—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Un autre terrain situé au même endroit, contigu au premier, contenant cinquante pieds et trois pouces de front au nord et cinquante pieds de largeur au sud, superficie de 7325 pieds; borné en front au nord à la dite rue de l'Eglise, au sud à J.-Y. Pomet, à l'est à J.-O. Binet, es-

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit: OMER VEZINA, No. 9650. a workman, of the city of Rivière du Loup, plaintiff; against DAME BERTHE LECLERC, wife separated as to property of Mr. Camille Côté, heretofore advocate, of the city of Rivière du Loup, the said Dame Leclerc actually of the parish of Cap Saint Ignace, duly authorized for the purposes hereof, defendant; to wit:

1. A lot of land or emplacement containing forty-six feet in front on Church Street, in the city of Rivière du Loup, by a depth of one hundred and fifty-one feet; bounded in front to the north by Church Street, to the south by J. Y. Pomet, to the west by Joly Street, and to the east by the lot of land hereinafter described, which lot of land forms part of the lot of land number two hundred and two, (Part No. 202), on the official cadastre of the town of Fraserville, county of Témiscouata—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. Another lot of land situate at the same place, adjoining the lot firstly described, containing fifty feet and three inches in front to the north and fifty feet in width to the south, with a superficies of 7,325 feet; bounded in front to the north by said Church Street, to the south

qualité, et à l'ouest au terrain ci-dessus; lequel terrain fait également par le dit lot de terre numéro deux cent deux (Ptie No. 202) de la ville de Fraserville—avec de plus toutes les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Patrice de Rivière-du-Loup, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 23 mars, 1925.
[Première publication, le 28 mars, 1925]
1585—13-2

by J. Y. Pommet, to the east by J. O. Binet, *es quali é*, and to the west by the lot of land hereabove described, which lot of land forms also part of said lot of land number two hundred and two (Part No. 202) of the town of Fraserville—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold *en bloc*, at the door of the church of the parish of Saint Patrice of Rivière du Loup, the TWENTY-EIGHTH day of APRIL next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Rivière du Loup, March 23, 1925.
[First publication, March 28, 1925]
1586—13-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure de Montmagny.

Montmagny, à savoir: } ALPHEE COLLIN,
No 2161. } de la paroisse de
Saint-Pierre, comté de Montmagny, hôtelier,
demandeur; contre ARTHUR PELLETIER, de
la paroisse de Saint-Thomas-de-Montmagny,
défendeur.

Une terre située paroisse de Saint-Thomas, première concession du fleuve Saint-Laurent; bornée au nord au fleuve Saint-Laurent, au sud à la rivière "La Caille", à l'est à Louis Coulombe et à l'ouest à la route et à Emile Clavet, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Thomas-de-Montmagny, sous le numéro deux cent trente et un (231)—avec maison, grange et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

A charge des répartitions d'église pour l'avenir.
Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Thomas-de-Montmagny, MARDI, le DIX-NEUVIEME jour du mois de MAI prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 14 avril 1925. 1945—16-2
[Première publication, le 18 avril 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } ANTONIO SAINT-
No. 1743. } PIERRE, journalier,
de la paroisse de Sainte-Perpétue, comté de l'Islet, demandeur; contre NAPOLEON SAINT-LAURENT et NARCISSE BOUTIN, de l'endroit appelé Lac Frontière, comté et district de Montmagny, défendeurs, et MAURICE ROUSSEAU, ALEXANDRE CHOUINARD et J.-LEO-K. LAFLAMME, tous trois avocats de la ville de Montmagny, et y pratiquant ensemble sous les noms et raison sociale de "ROUSSEAU, CHOUINARD & LAFLAMME", procureurs distrayant:

Comme appartenant à Napoléon Saint-Laurent.

"Un emplacement et bâties à Lac-Frontière, désigné au cadastre officiel comme étant le lot numéro trente deux-soixante-dix-huit (32-78) et partie de trente-deux-soixante-quatorze (32-74), en le rang dix (10) canton Talon, étant deux subdivisions du lot numéro trente-deux (32) en les dits rang et canton."

Comme appartenant à J.-Narcisse Boutin:

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court of Montmagny.

Montmagny, to wit: } ALPHEE COLLIN,
No. 2161. } of the parish of
Saint Pierre, county of Montmagny, hotelkeeper,
plaintiff; against ARTHUR PELLETIER, of the
parish of Saint Thomas de Montmagny, defend-
ant.

A farm situate in the parish of Saint Thomas, first concession from the river Saint-Lawrence; bounded to the north by the river Saint-Lawrence, to the south by the river "La Caille", to the east by Louis Coulombe and to the west by the by-road and by Emile Clavet, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Thomas de Montmagny, under number two hundred and thirty-one (231)—with the house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to church assessments for the future.

To be sold at the door of the parish church of Saint Thomas de Montmagny, on TUESDAY, the NINETEENTH day of the month of MAY next (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, April 14, 1925. 1946—16-2
[First publication, April 18, 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } ANTONIO SAINT-
No. 1743. } PIERRE, laborer, of
the parish of Sainte Perpétue, county of l'Islet,
plaintiff; against NAPOLEON SAINT-LAURENT et NARCISSE BOUTIN, of the place called Lac Frontière, county and district of Montmagny, defendants and MAURICE ROUSSEAU, ALEXANDRE CHOUINARD & J. LEO K. LAFLAMME, all three advocates of the town of Montmagny and there practising together under the firm name and style of "ROUSSEAU, CHOUINARD & LAFLAMME", attorneys distracting for costs.

As belonging to Napoléon Saint Laurent:

An emplacement, with the buildings thereon, at Lac Frontière, described on the official cadastre as being lot number thirty-two — seventy-eight (32-78) and part of thirty-two-seventy-four (32-74), in the tenth Range of the township of Talon, being two subdivisions of lot thirty-two (32) in said Range and township.

As belonging to J. Narcisse Boutin:

"Deux emplacements contenant ensemble cent vingt pieds (120) de largeur par cent vingt pieds (120) de profondeur, mesure anglaise, dégnés au cadastre officiel pour le village du Lac-Fronière, sous les numéros trente-trois-quatorze (33-14) et trente-trois-quinze (33-15), en le dixième rang, canton Talon, tel que le tout se trouve, avec les servitudes actives et passives.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Léonidas du Lac-Fronière, MERCREDI le VINGT-NEUVIÈME jour du mois d'AVRIL prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 23 mars, 1925.
[Première publication, le 28 mars, 1925]
1591-13-2

Two emplacements containing together one hundred and twenty (120) feet in width by one hundred and twenty (120) feet in depth, English measure, described on the official cadastre for the village of Lac Frontière, under numbers thirty-three fourteen (33-14) and thirty-three fifteen (33-15), in the tenth Range of the township of Talon, as the whole now subsists, with the active and passive servitudes.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Léonidas du Lac Frontière on WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of the month of APRIL next, (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff's office,
Montmagny, March 23, 1925.
[First publication, March 28, 1925]
1592-13-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : DONAT LANDRY
No 1414.) ET AL, demandeurs;
contre WESTWARK REALTIES, LIMITED,
défenderesse, et THOMAS-J. COULTER, en sa
qualité de liquidateur à ladite compagnie défenderesse, mis-en-cause.

Une terre située dans la paroisse et le comté de Laprairie, ayant front sur le fleuve Saint-Laurent, de la contenance de vingt-six arpents, mesure française, plus ou moins connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Laprairie, comme lots originaires 29, 30, 50 et 51.

A distraire cependant les numéros suivants de la subdivision du lot originaire No 29 susdit: 1, 2, 3, 19, 20, 21, 22, 25, 100, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 121, 122, 123, 124 et 126 et les numéros suivants de la subdivision du lot originaire numéro 30 susdit: 1, 2, 3, 4, 20, 21, 22, 23, 26, 60, 61, 62, 63, 85, 213, 214, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 234, 235, 236, 237, 239, 256, 257, 268, 269, 270 et 286.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église de la paroisse de Laprairie, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 15 avril 1925.
[Première publication, 18 avril 1925]
1965-16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : SA MAJESTE LE ROI,
No 1205B.) demandeur; vs EL-
ZEAR LEGAULT, défendeur.

A. Deux lots vacants ayant front sur le Boulevard Langelier, situés dans la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice, connus aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, sous les numéros quatre cent quatre-vingt-huit et quatre cent quatre-vingt-neuf de la subdivision du lot numéro quatre cent quatorze desdits plan et livre de renvoi officiels (414-488-489), et contenant chacun vingt quatre pieds de front par quatre-vingt-cinq de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise.

B. Un lot de terre vacant situé dans la cité de

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : DONAT LANDRY
No. 1414.) ET AL, Plaintiffs;
against WESTWARK REALTIES, LIMITED,
Defendant, and THOMAS J. COULTER, in his
quality of liquidator to the said company
defendant herein, mis-en-cause.

A tract of land situate in the parish and county of Laprairie, fronting on the river Saint Lawrence, containing twenty six arpents, French measure, more or less, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Laprairie as original lots 29, 30, 50 and 51.

To be deducted however the following numbers of the subdivision of original lot No. 29 aforesaid: 1, 2, 3, 19, 20, 21, 22, 25, 100, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 121, 122, 123, 124 and 126 and the following numbers of the subdivision of lot No. 30 aforesaid: 1, 2, 3, 4, 20, 21, 22, 23, 26, 60, 61, 62, 63, 85, 213, 214, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 234, 235, 236, 237, 239, 256, 257, 268, 269, 270 and 286.

To be sold *en bloc* at the door of the church of the parish of Laprairie, the TWENTY SECOND day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office,
Montreal, April 15, 1925.
[First publication, April 18, 1925]
1966-16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : HIS MAJESTY THE
No. 1205B.) KING, Plaintiff;
vs ELZEAR LEGAULT, Defendant.

A. Two vacant lots of land fronting on Langelier Boulevard, situated in the parish of Saint Léonard de Port Maurice, known on the official plan and book of reference of the parish of La Longue Pointe, under numbers four hundred and eighty eight and four hundred and eighty nine, of the subdivision of lot number four hundred and fourteen of said official plan and book of reference (414-488-489), and containing, each lot, twenty four feet in front by eighty five feet in depth, more or less, English measure.

B. A vacant lot of land situate in the city of

Montréal, connu et désigné sous le numéro treize cent trente-sept de la subdivision officielle du lot numéro dix-huit (18-1337) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à MIDI.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 15 avril 1925.
[Première publication, 18 avril 1925]
1967-16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE LACHINE, demanderesse;
No 17225. } NE, demanderesse;
contre ALPHIUS ARMSTRONG, défendeur.

1. Un emplacement dans la cité de Lachine, de forme irrégulière, mesurant 40' en front, sur la 21ème avenue; 61' dans sa ligne sud-ouest; environ 62' dans sa ligne sud-est et environ 91'-6" dans sa ligne nord—avec bâtisses dessus construites, et formé (a) de la partie non subdivisée du lot No 3 de la subdivision officielle du lot No 258 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, dans le comté Jacques-Cartier; bornée en front vers l'ouest par la 21ème avenue, vers le sud-ouest par le lot No 1 de la subdivision du lot No 3 de la subdivision du dit lot No 258; vers le sud-est par le lot No 803 des dits plan et livre de renvoi officiels, vers le nord par le lot No 1 de la subdivision officielle du lot No 259 des dits plan et livre de renvoi officiels; (b) du lot No 1 de la subdivision officielle du lot No 259 des dits plan et livre de renvoi officiels; (c) de la partie sud du lot No 2 de la subdivision officielle du dit lot No 259; bornée vers l'ouest par la 21ème avenue, vers le sud par le lot No 1 de la subdivision officielle du dit lot No 259; vers l'est par le dit lot No 803 et vers le nord, par le résidu du lot No 2 de la subdivision officielle du dit lot No 259, appartenant à la Compagnie de téléphone Bell du Canada.

2. De la partie nord du lot No 273 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, dans le comté Jacques-Cartier, dans le territoire de la cité de Lachine, de forme irrégulière, mesurant 100' en front sur la 20ème avenue et 167' dans la ligne nord, mesure anglaise, et plus ou moins—avec bâtisses dessus construites; bornée en front vers l'ouest par la 20ème avenue dans la cité de Lachine, en arrière vers l'est par le lot No 280 des dits plan et livre de renvoi officiels; du côté nord par le lot No 284 des dits plan et livre de renvoi officiels; et du côté sud par le résidu du dit lot No 273, appartenant à Guy Morey ou représentants.

3. Des lots de terre Nos 114, 115, 116, 117, 118, 119 de la subdivision officielle du lot No 238 des plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, dans le comté Jacques-Cartier, ayant front sur le côté sud de la rue Saint-Antoine, dans la Cité de Lachine.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 15 avril 1925. 1969-16-2
[Première publication, le 18 avril 1925]

Montreal, known and designated under number thirteen hundred and thirty seven of the official subdivision of lot number eighteen (18-1337) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY SECOND day of MAY next, at TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 15, 1925.
[First publication, April 18, 1925]
1968-16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF LACHINE, plaintiff;
No. 17225. } ALPHIUS ARMSTRONG, defendant.

1. An emplacement in the city of Lachine, of irregular figure, measuring 40' in front on 21st Avenue, 61' in its southwest line, about 62' in its southeast line and about 91'-6" in its north line—with the buildings thereon erected, and consisting (a) of the unsubdivided part of lot No. 3 of the official subdivision of lot No. 253 of the official plan and book of reference of the town of Lachine, in the county of Jacques Cartier; bounded in front to the west by 21st Avenue, to the southwest by lot No 1 of the subdivision of lot No. 3 of the subdivision of said lot No. 253, to the southeast by lot No. 803 of said official plan and book of reference, to the north by lot No. 1 of the official subdivision of lot No. 259, of said official plan and book of reference; (b) of lot No. 1 of the official subdivision of lot No. 259 of said official plan and book of reference; (c) of the south part of the lot No. 2 of the official subdivision of said lot No. 259; bounded to the west by 21st Avenue, to the south by lot No. 1 of the official subdivision of said lot No. 259, to the east by said lot No. 803 and to the north by the residue of the lot No. 2 of the official subdivision of said lot No. 259, belonging to The Bell Telephone Company of Canada.

2. Of the north part of lot No. 273 of the official plan and book of reference of the town of Lachine, in the county of Jacques Cartier, in the territory of the city of Lachine, of irregular figure, measuring 100 in front on 20th Avenue and 167' in the north line, English measure, and more or less—with the buildings thereon erected; bounded in front to the west by 20th Avenue, in the city of Lachine, in rear to the east by lot No. 280 of said official plan and book of reference, on the north side by lot No. 284 of said official plan and book of reference and on the south side by the residue of said lot No. 273, belonging to Guy Morey or representatives.

3. Of the lots of land Nos. 114, 115, 116, 117, 118, 119 of the official subdivision of lot No. 238 of the official plan and book of reference of the town of Lachine, in the county of Jacques Cartier, fronting on the south side of Saint Antoine Street, in the city of Lachine.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY-SECOND day of MAY next, at TWO o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 15, 1925. 1970-16-2
[First publication, April 18, 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DIDACE DAGENAI, demandeur; contre
 No 4934. } THE ROSEMONT LAND COMPANY, LIMITED, corps politique et incorporé ayant son principal siège d'affaires en la cité de Montréal, défenderesse.

Une terre située dans la ville de Saint-Léonard de Port-Maurice, connue et désignée comme faisant partie des lots numéros quatre cent trente-trois et quatre cent trente-cinq (p. 433 et 435—) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, contenant 45 arpents et 62 centièmes d'arpents en superficie, distraction faite de la partie de la dite terre ci-après; bornée en front par le chemin public de la Côte Saint-Michel, en arrière par partie des mêmes lots vendus à "The Shawinigan Water & Power Company", d'un côté, au Sud-Ouest, par le lot No 434 et partie du lot No 437, et partie par l'extrême partie Sud-Ouest du dit lot No 435, et de l'autre côté au Nord-Est par la partie Nord-Est du dit lot No 433, et par le lot No 432 A, des dits plan et livre de renvoi officiels; ainsi que la dite propriété se trouve présentement avec tous les droits et servitudes s'y rattachant, moins un lot rectangulaire ou emplacement ayant front sur le chemin public de la Côte Saint-Michel, faisant partie du dit lot No 433, contenant 100 pieds de largeur par deux cent dix pieds de profondeur, la ligne Sud-Ouest du dit emplacement étant à deux cent seize pieds de la ligne sud-ouest du dit lot No 433, des dits plan et livre de renvoi officiels—avec la maison de pierre et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$684.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Coderre, daté le 15 avril 1925.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX,
 Montréal, le 15 avril 1925. 1971-16-2
 [Première publication, le 18 avril 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DIDACE DAGENAI, plaintiff; against THE
 No. 4934. } ROSEMONT LAND COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate having its head office in the city of Montreal, defendant.

A tract of land situate in the town of Saint Léonard de Port Maurice, known and designated as forming part of lots numbers four hundred and thirty-three and four hundred and thirty-five (Pt. 433 and 435) of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, containing 45 arpents and 62 hundredths of one arpent in superficies, deduction made of the part of the said tract of land hereunder described; bounded in front by the public road of Cote Saint Michel, in rear by part of same lots sold to The Shawinigan Water & Power Company, on one side to the southwest by lot No. 434 and part of lot No. 437 and partly by the extreme southwest part of said lot No. 435 and on the other side, to the northeast, by the northeast part of said lot No. 433 and by lot No. 432A, of said official plan and book of reference; as the said property presently is, with all the rights and servitudes attached thereto. Less a rectangular lot or emplacement fronting on the public road of Cote Saint Michel, forming part of said lot No. 433, containing 100 feet in width by 210 feet in depth, the southwest line of said emplacement being two hundred and sixteen feet distant from the southwest line of said lot No. 433 of said official plan and book of reference—with the stone house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY-SECOND day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$684.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Coderre, dated the 15th. of April, 1925.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
 Montreal, April 15, 1925. 1972-13-2
 [First publication, April 18, 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ROBINA STANG-ER, veuve de feu
 No 1063. } James-T. Stanger, demanderesse; vs COLOR & CHEMICAL CORPORATION, LIMITED, corporation dûment constituée conformément à la loi, et ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, défenderesse.

Une propriété immobilière située sur la rue Riverside, en la cité de Montréal, et connue et désignée comme étant les numéros de subdivision dix-neuf et vingt du lot numéro trois cent soixante-quinze (Nos 375-19 et 20), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées, étant la totalité des dites subdivisions, moins une lisière de terre acquise par la cité de Montréal, par acte de vente passé devant J. Beaudoin, N.P., le dix-huitième jour de juin 1917, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal-Ouest, sous le numéro 161676.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ROBINA STANG-ER, widow of the late
 No. 1063. } James T. Stanger, plaintiff; vs COLOR & CHEMICAL CORPORATION, LIMITED, a body politic and corporate, duly incorporated according to law, and having its head office and principal place of business in the city of Montreal, defendant.

An immovable property situate at Riverside Street, in the city of Montreal, and known and designated as subdivision numbers nineteen and twenty of lot number three hundred and seventy five (Nos. 375-19 and 20), on the official plan and book of reference of the Saint Ann's ward of the city of Montreal—with the buildings thereon erected, being the whole of the said subdivisions, less a strip of land acquired by the City of Montreal, under deed of sale passed before J. Beaudoin, N.P., on the 18th day of June 1917, and registered in Montreal West registry office under the number 161676.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI
prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 15 avril 1925. 1973—16-2
[Première publication, le 18 avril 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **WAYNE TANK AND**
No 1992.) **PUMP COMPA-**
NY OF CANADA, LIMITED, corps politique
et incorporé, ayant sa principale place d'affaires
à Toronto, dans la Province d'Ontario, deman-
deur; vs **LUDGER MENARD**, des cité et dis-
trict de Montréal, et y faisant affaires sous la
raison sociale de Menard Garage, défendeur.

Un emplacement composé de: Un lot de terre
faisant front sur la rue Saint-Ambroise, dans la
cité de Montréal, connu et désigné comme étant
la partie sud-ouest du lot No 83 de la subdivi-
sion officielle du lot originaire numéro mil neuf
cent treize (1913 P. S. O. 83) des plan et livre
de renvoi officiels de la paroisse de Montréal,
contenant 20 pieds et 1 pouce de front en avant
et 23 pieds et 6 pouces en arrière, sur une profon-
deur de 89 pieds et 5 pouces dans l'autre ligne
et une superficie de 1961 pieds, le tout mesure
anglaise, plus ou moins, et borné en front par
la dite rue Saint-Ambroise, en arrière par le lot
No 1844 des dits plan et livre de renvoi officiels,
d'un côté au nord-est par le résidu du dit lot No
1913-83 du dit cadastre officiel et de l'autre côté
au sud-ouest par le lot No 1913-72 du dit ca-
dastre.

La partie nord-est du lot No quatre-vingt-
deux de la subdivision officielle du lot originaire
numéro mil neuf cent treize (1913 P. N.-E. 82)
des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse
de Montréal, ayant 4 pieds et 9 pouces de front
en avant et 1 pieds et 9 pouces de front en arrière
sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds et
un pouce et une superficie de 284 pieds, mesure
anglaise, plus ou moins, et bornée comme suit:
en avant par la dite rue Saint-Ambroise, en ar-
rière par le lot No 1844 des dits plan et livre de
renvoi officiels, d'un côté au nord, par le lot en
premier lieu décrit et de l'autre côté au sud-ouest
par le résidu du dit lot No 1913-82—avec la
bâtisse dessus érigée et portant le numéro 223
rue Saint-Ambroise. Le mur sud-ouest de la-
quelle bâtisse est mitoyen avec la propriété
adjacente.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
Montréal, le TRENTIEME jour d'AVRIL pro-
chain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$400.00 sera exigé de tout offrant
ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou
enchère, suivant jugement de l'hon. juge Coderre,
daté le 23 mars, 1925.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 25 mars, 1925.
[Première publication, le 28 mars, 1925]
1621—13-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **JOSEPH-P. LANCTOT**
No 3392.) **ET AL**, demandeurs; vs
JOSEPH-ADELARD SEGUIN, défendeur.

(a) Un emplacement situé sur la rue Cham-
bord, dans la cité de Montréal, composé, le dit
emplacement, de la moitié sud-est du lot No
102, de la subdivision officielle du lot No 331
($\frac{1}{2}$ S. E. 331-102), des plan et livre de renvoi
officiels du village incorporé de la Côte Saint-

on the TWENTY-SECOND day of MAY next,
at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Montreal, April 15, 1925. 1974—16-2
[First publication, April 18, 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **WAYNE TANK AND**
No. 1992.) **PUMP COMPANY**
OF CANADA, LIMITED, a body politic and
corporate having its head-office at Toronto, in
the Province of Ontario, plaintiff; vs **LUDGER**
MENARD, of the city and district of Montreal,
and there carrying on business under the firm na-
me of "Menard Garage", defendant.

An emplacement composed of: A lot of land
fronting of Saint-Ambroise Street, in the city
of Montreal, known and designated as being
the southwest part of lot No. 83 of the official
subdivision of original lot number one thousand
nine hundred and thirteen (1913 S. W. Pt.
83) of the official plan and book of reference of
the parish of Montreal, containing 20 feet and
1 inch in width, in front, and 23 feet and 6 inches
in rear, by a depth of 89 feet and 5 inches in the
other line and an area of 1961 feet, the whole
English measure and more or less; bounded in
front by said Saint Ambroise Street, in rear by
lot No. 1844 of said official plan and book of
reference, on the northeast side by the residue
of said lot No. 1913-83 of said official cadastre
and on the other side to the southwest by lot
No. 1913-72 of said cadastre.

The northeast part of lot number eighty-two
of the official subdivision of original lot number
one thousand nine hundred and thirteen (1913
N. E. Pt. 82) of the official plan and book of
reference of the parish of Montreal, measuring
4 feet and 9 inches in width in front, and 1 foot
and 9 inches in width, in rear, by a depth of
ninety feet and one inch and an area of 284 feet,
English measure, more or less, and bounded as
follows: in front by said Saint Ambroise Street,
in rear by lot No. 1844 of said official plan and
book of reference, on one side to the north by
the lot firstly described and on the other side
to the southwest by the residue of said lot No.
1913-82—with the buildings thereon erected
bearing number 223 Saint Ambroise Street. The
southwest wall of said building is mitoyen with
the adjoining property.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
the THIRTIETH day of APRIL next, at ELE-
VEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$400.00 shall be exacted from
each and every bidder before receiving his offer
or bid, pursuant to a judgment of the Hon.
Justice Coderre, dated the 23rd of March, 1925.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office,
Montreal, March 25, 1925.
[First publication, March 28, 1925]
1622—13-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **JOSEPH P. LANCTOT ET**
No. 3392.) **AL**, plaintiffs; vs **JO-**
SEPH-ADELARD SEGUIN, défendeur.

A. An emplacement situatue on Chambord
Street, in the city of Montreal, composed, the
said emplacement, of the southeast half of lot
No. 102 of the official subdivision of lot No. 331
(S. E. $\frac{1}{2}$ 331-102) of the official plan and book
of reference of the incorporated village of Cote

Louis, contenant, le dit emplacement, 25 pieds de front sur 86 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la dite rue Chambord, en profondeur par une ruelle, d'un côté par l'autre moitié du susdit lot et de l'autre côté par le lot No. 103 de la susdite subdivision—avec l'usage en commun de la ruelle située sur la profondeur du dit emplacement, ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

(b) Un emplacement faisant face à la rue de Lanaudière, dans le quartier Saint-Denis, en la dite cité de Montréal, formant la partie nord-ouest du lot trois cent trente et un, subdivision deux cent onze (331 N. O. Pt. 211), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte Saint-Louis; borné en front par la dite rue de Lanaudière, d'un côté par le lot trois cent trente et un (331), deux cent dix, en arrière par le lot No. 331—cent soixante-huit, et de l'autre côté par le reste de la dite subdivision deux cent onze, et contenant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-treize pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses sus érigées et toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes.

(c) La moitié indivise d'un emplacement sur la rue Sanguinet, en la cité de Montréal, connue comme lot numéro cent trente-huit (138), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal—avec les bâtisses sus érigées et avec tous droits qu'ils pourraient avoir dans les murs de pignons d'icelles. Avec aussi tous leurs droits à la ruelle désignée comme lot numéro cent trente-six A du dit plan officiel et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Montréal, 25 mars, 1925.
[Première publication, le 28 mars, 1925]
1623—13-2

Le Shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Saint Louis, containing, said emplacement, 25 feet in front by 86 feet in depth, English measure and more or less; bounded in front by said Chambord Street, in depth by a lane, on one side by the other half of said lot and on the other side by lot No. 103 of the aforesaid subdivision—with the common use of the lane situated at the rear of said emplacement, as the whole presently subsists, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to said immovable.

B. An emplacement fronting on De Lanaudière Street, in Saint Denis Ward, in said city of Montreal, forming the northwest part of lot three hundred and thirty one, subdivision two hundred and eleven (331-N. W. Pt. 211) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis; bounded in front by said De Lanaudière Street, on one side by lot three hundred and thirty-one (331) two hundred and ten, in rear by lot No. 331—one hundred and sixty-eight, and on the other side by the residue of said subdivision two hundred and eleven and containing twenty-five feet in width by seventy-three feet and six inches in depth, English measure, more or less—with the buildings thereon erected and all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached thereto.

C. The undivided half of an emplacement on Sanguinet Street, in the city of Montreal, known as being lot number one hundred and thirty-eight (138) of the official plan and book of reference of Saint Louis Ward, in the city of Montreal—with all the buildings thereon erected, and with all the rights they may have in the gable walls thereof. Also together with all their rights in the lane described as being lot number one hundred and thirty-six A of said official plan and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Montréal, March 25, 1925.
[First publication, March 28, 1925]
1624—13-2

L. J. LEMIEUX.

Sheriff.

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Cour du recorder de la cité de Québec.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC;
No 339. } contre ZEPHIRIN
COUTURE, en sa qualité de tuteur nommé de Juliette Couture, Dolorosa Couture et Fernande Couture, enfants mineurs issus du mariage de feu Amanda Vermette avec Zéphirin Couture, tous de notre cité de Québec, dans notre district de Québec.

Le lot No 224 (deux cent vingt-quatre), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue des Commissaires—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle et constituée de quatre piastres et quatre-vingt-dix centins (\$4.90), payable à l'Hôpital Général de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Recorder's Court of the city of Québec.

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC,
No. 339. } against ZEPHIRIN
COUTURE, in his quality of duly appointed tutor to Juliette Couture, Dolorosa Couture and Fernande Couture, minor children issued from the marriage of Amanda Vermette—with Zéphirin Couture, all of the city of Québec, in the district of Québec.

The lot No. 224 (two hundred and twenty four) of the official cadastre for Saint Roch ward of the city of Québec, being an emplacement situated on Des Commissaires Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual and constituted ground rent of four dollars and ninety cents (\$4.90), payable to L'Hôpital Général de Québec.

To be sold at my office in the city of Québec,

Québec, le HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 2 avril 1925.
[Première publication, 4 avril 1925]
1729—14-2

the EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office. Sheriff.
Quebec, April 2, 1925.
[First publication, April 4, 1925]
1730—14-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } LE COMPTOIR DU
No 1511. } CREDIT, LIMITEE,
corps politique et incorporé ayant son principal
siège d'affaires en la cité de Québec; contre
EDOUARD VERRAULT, épiciier, de la cité de
Québec.

Le lot No 671-J (six cent soixante et onze J) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé coin nord-ouest des rues de l'Eglise et de la Reine, mesurant vingt-deux pieds et deux pouces de largeur sur environ soixante-neuf pieds de longueur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet à une rente annuelle et constituée de \$8.00 payable le 29 septembre de chaque année, à Antonio Larue, de Neuville.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 2 avril 1925.
[Première publication, 4 avril 1925]
1731—14-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } LE COMPTOIR DU
No. 1511. } CREDIT, LIMITEE,
a body politic and corporate having its head
office in the city of Quebec; against EDOUARD
VERRAULT, grocer, of the city of Quebec.

The lot No. 671-J (six hundred and seventy one-J) of the official cadastre of Saint Roch ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate at the north west corner of Church and Queen Streets, measuring twenty two feet and two inches in width by about sixty nine feet in length, the whole more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependences.

Subject to an annual constituted ground rent of \$8.00 payable the 29th of September of each year, to Antonio Larue, of Neuville.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the EIGHT day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office. Sheriff.
Quebec, April 2, 1925.
[First publication, April 4, 1925]
1732—14-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Province de Québec, } OVIDE BRUNET,
District de Montréal, } constructeur, des
Cour Supérieure. } cité et district de Mont-
No 246. } réal, demandeur; vs L.-
D. MATHIEU, manufacturier, de Northbridge, dans l'Etat du Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique, défendeur, à savoir:

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu, de cinquante pieds de front, sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir de la rue Saint-Ours à aller à la ruelle qui se trouve en arrière du dit terrain, à la profondeur; tenant devant la rue Saint-Ours, derrière, la dite ruelle, d'un côté la rue Dussault, et de l'autre côté au résidu du lot No 175; le dit terrain faisant partie de celui connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu par le numéro cent soixante-quinze (p. 175).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Roch-de-Richelieu, MERCREDI, le VINGTIEME jour de MAI, mil neuf cent vingt-cinq, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 11 avril 1925. 1947—16-2
[Dernière publication, le 18 avril 1925]

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Province of Quebec, } OVIDE BRUNET,
District of Montreal, } builder, of the city
Superior Court. } and district of Montreal;
No. 246. } plaintiff; vs L. D. MATHIEU, manufacturer, of Northbridge, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, defendant, to wit:

A lot of land situate in the parish of Saint Roch de Richelieu, of fifty feet in front by the depth there may be, measured from Saint Ours Street to the lane at the rear of said lot of land at the depth thereof; bounded in front by Saint Ours Street, in rear by the said lane, on one side by Dussault Street, and on the other side by the residue of lot No. 175; the said lot of land forming part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Roch de Richelieu, under number one hundred and seventy-five (Pt. 175).

To be sold at the door of the parish church of Saint Roch de Richelieu, on WEDNESDAY, the TWENTIETH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty-five, at ONE o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's office. Sheriff.
Sorel, April 11, 1925. 1948—16-2
[First publication, April 18, 1925]

FIERI FACIAS.

Province de Québec.—District de Richelieu.

Province de Québec, } JEAN-BAPTISTE
 District de Richelieu, } VILLIARD, galva-
 No 7463. } niseur, du village de
 Saint-Joseph-de-Sorel, district de Richelieu,
 demandeur; vs NAPOLEON NAULT, père,
 ci-devant cultivateur, de la paroisse de Saint-
 Marcel, district de Richelieu, et actuellement de
 Woonsocket, Rhode-Island, l'un des Etats-Unis
 d'Amérique, défendeur, à savoir:

1. Le lot numéro soixante-deux du livre de renvoi officiel de la paroisse de Saint-Marcel; borné au Sud-Est par le chemin de la Reine, au Nord-Ouest par les Nos 21 et 22, au Nord-Est par le No 63, et au Sud-Ouest par le No 61, mesurant en front trois arpents sur trente arpents, trois perches et neuf pieds de profondeur, contenant en superficie quatre-vingt-onze arpents et cinq perches (91. 5. 0.).

2. Le lot numéro soixante-trois du même livre de renvoi officiel; borné au Sud-Est par le chemin de la Reine, au Nord-Ouest par les Nos 21 et 20, au Nord-Est par le No 64, et au Sud-Ouest par le No 62, mesurant en front un arpent sur trente arpents et quatre perches de profondeur, contenant en superficie trente arpents et quatre perches (30. 4. 0.).

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Marcel, VENDREDI, le VINGT-DEUXIEME jour du mois de MAI mil neuf cent vingt-cinq, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN,
 Sorel, le 11 avril 1925. 1949—16-2
 [Première publication, le 18 avril 1925]

FIERI FACIAS.

Province of Quebec, } JEAN-BAPTISTE
 District of Richelieu, } VILLIARD, galvan-
 No. 7462. } izer, of the village of
 Saint Joseph de Sorel, district of Richelieu,
 plaintiff; vs NAPOLEON NAULT, sr., heretofore
 farmer, of the parish of Saint Marcel, district of
 Richelieu, and now of Woonsocket, Rhode Island,
 one of the United States of America, defendant,
 to wit:

1. The lot number sixty-two of the official book of reference of the parish of Saint Marcel; bounded to the southeast by the Queen's highway, to the northwest by Nos. 21 and 22, to the northeast by No. 63 and to the southwest by No. 61, measuring three arpents in front by thirty arpents, three perches and nine feet in depth, and containing in area ninety-one arpents and five perches (91. 5. 0.).

2. The lot number sixty-three of the same official book of reference; bounded to the southeast by the Queen's highway, to the northwest by Nos. 21 and 20, to the northeast by No. 64 and to the southwest by No. 62, measuring one arpent in front by thirty arpents and four perches in depth and containing an area of thirty arpents and four perches (30. 4. 0.).

To be sold at the door of the parish church of Saint Marcel, on FRIDAY, the TWENTY-SECOND day of the month of MAY, one thousand nine hundred and twenty-five, at ONE o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,

Sheriff's office, Sheriff.
 Sorel, April 11, 1925. 1950—16-2
 [First publication, April 18, 1925]

FIERI FACIAS.

Province de Québec.—District de Richelieu.

No 7437. } MARIE-REINE ROBERGE,
 fille majeure, de la cité de
 Mon réal, district de Montréal, demanderesse;
 vs JOSEPH-H. PEPIN, de Saint-Michel-d'Yama-
 skaska, district de Richelieu, défendeur, à savoir:

Une portion de terre située au village de Saint-Michel-d'Yamaska, du côté ouest de la Rivière, de la contenance de cent vingt-cinq pieds de largeur sur deux cents pieds de profondeur, plus ou moins; tenant devant à la rivière Yamaska, derrière à Joseph Salvat ou représentants, d'un côté à Arsène Théroux et de l'autre côté aux représentants George Bibeau et Hercule Mineau—avec maison et autres bâtisses dessus; laquelle portion de terre est connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Michel-d'Yamaska, comme étant une partie du lot de terre numéro cinq cent soixante-dix-huit (Pt. No. 578).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Michel-d'Yamaska, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour du mois d'AVRIL prochain (1925), à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN,
 Sorel, 23 mars, 1925.
 [Première publication, le 28 mars, 1925]
 1599—13-2

FIERI FACIAS.

Province of Quebec.—District of Richelieu.

No. 7437. } MARIE REINE ROBERGE,
 spinster, of the city of
 Montreal, district of Montreal, plaintiff; vs
 JOSEPH H. PEPIN, of Saint Michel d'Yama-
 skaska, district of Richelieu, defendant, to wit:

A parcel of land situate in the village of Saint Michel d'Yamaska, on the west side of the river, containing one hundred and twenty-five feet in width by two hundred feet in depth, more or less; bounded in front by the river Yamaska, in rear by Joseph Salvat or representatives, on one side by Arsène Théroux, and on the other side to the representatives of George Bibeau and Hercule Mineau — with the house and other buildings thereon; the said parcel of land being known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint Michel d'Yamaska as being part of the lot of land number five hundred and seventy-eight (Pt. No. 578).

To be sold at the door of the parochial church of Saint Michel d'Yamaska, on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of the month of APRIL next, (1925), at TWO o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,

Sheriff's office, Sheriff.
 Sorel, March 23, 1925.
 [First publication, March 28, 1925]
 1600—13-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Rimouski.

No 9242. } ERNEST TREMBLAY; vs JOSEPH MASSÉ, Causapsca,

savoit:

Le lot No Un au cadastre officiel du rang un du Canton Causapsca—avec bâtisse ; sous réserve de la coupe du bois franc vendue à Ernest Martel.

Pour être vendu à la porte de l'église de Causapsca, le VINGT-HUIT AVRIL prochain, 1925, à DIX heures A. M.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CHS. DANJOU.
Rimouski, 25 mars, 1925.[P emière publication, le 28 mars, 1925]
1627—13-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Rimouski.

No. 9242. } ERNEST TREMBLAY; vs JOSEPH MASSE, Causapsca,

to wit:

The lot No. one on the official cadastre of range one of the township of Causapsca—with the buildings thereon; under the reserve of the cut of hard timber sold to Ernest Martel.

To be sold at the door of the church of Causapsca, the TWENTY-EIGHTH of APRIL next, 1925, at TEN o'clock A. M.

CHS. DANJOU,

Sheriff's office, CHS. DANJOU, Sheriff.
Rimouski, March 25, 1925.[First publication, March 28, 1925]
1628—13-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 810. } WILBUR ABBOTT CHADDOCK, journalier, de la

ville de Cookshire, dans le district de Saint-François, demandeur; vs JOSEPH PERRON, cidevant de Cookshire, dans le district de Saint-François, maintenant de lieux inconnus, et JEAN-BAPTISTE PERRON, d'East Broughton, dans le district de Beauce, défendeurs.

Saisi comme appartenant audit défendeur, Joseph Perron:

Une certaine ferme située et étant dans le canton Eaton, connue aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ledit canton comme étant les lots numéros sept-A (7-A), sept-B (7-B) et sept-C (7-C), dans le dixième rang du canton Eaton, et lesquels lots de terre, par une subdivision primitive dudit canton, étaient connus comme étant la moitié est et le quart sud-ouest du lot numéro sept (7), dans le dixième rang dudit canton Eaton (sauf et excepté de la dite moitié est, trois acres, une vergée, et douze perches vendues à la compagnie du chemin de fer connue comme étant la compagnie du chemin de fer de l'Intercolonial, et plus tard possédée par la compagnie dite "Atlantic & North Western Railway Company"). Les dits lots contenant 146 acres, 3 vergées et 20 perches en superficie, plus ou moins—avec ensemble les bâtisses dessus érigées et améliorations qui s'y trouvent.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Camille-de-Cookshire, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL (1925), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, J.-A. LAZURE.
Sherbrooke, 23 mars, 1925.[Première publication, le 28 mars, 1925]
1601—13-2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 810. } WILBUR ABBOTT CHADDOCK, laborer, of the

town of Cookshire, in the district of Saint Francis, plaintiff; against JOSEPH PERRON, formerly of Cookshire, in the district of Saint Francis, presently of parts unknown, and JEAN BAPTISTE PERRON, of East Broughton, in the district of Beauce, defendants.

Seized as belonging to the said defendant Joseph Perron:

A certain farm property situate and being in the Township of Eaton, known on the official cadastral plan and book of reference for the said township as lots numbers seven-A (7-A), seven-B (7-B), and seven-C (7-C) in the 10th range of the township of Eaton, and which lots of land, by the primitive subdivision of said township, were known as the east half and southwest quarter of lot number seven (7), in the 10th range of said township of Eaton. (Save and except from the said east half three acres, one rood, and twelve perches, sold to the Railway company known as the International Railway Company, and later owned by the Atlantic & North Western Railway Company). The said lots containing 146 acres, 3 roods, and 20 perches in superficies, more or less—together with the buildings and improvements made and erected thereon.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Camille de Cookshire, TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of APRIL, (1925), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. A. LAZURE,

Sheriff's office, J. A. LAZURE, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, March 23rd, 1925.[First publication, March 28, 1925]
1602—13-2

SAINT-HYACINTHE

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure. — District de Montréal.

Saint-Hyacinthe, à savoir:
No 274. } NAPOLEON BELANGER, demandeur; contre AGLAE LANGLOIS, défenderesse; et A. BEAUREGARD, curateur au délaissement.

1. Une terre sise et située en la paroisse de L'Ange-Gardien, sur le côté nord du rang Angéline, de la contenance de deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant le lot numéro cent quatre-vingt-neuf (189), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse.

2. Une terre sise et située en la paroisse de L'Ange-Gardien, sur le côté nord du rang Angéline, de la contenance de trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant le lot numéro cent quatre-vingt-dix (190), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

3. Une terre sise et située en la paroisse de L'Ange-Gardien, sur le côté sud du rang Angéline, de la contenance de deux arpents de large sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant les lots numéros deux cent six (206) et deux cent sept (207), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus, les lots Nos 189 et 190 du cadastre susdésignés, d'un bloc, ainsi que la terre décrite au troisième paragraphe, à la porte de l'église de la paroisse de L'Ange-Gardien, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain (1925), à QUATRE heures et DEMIE de l'après-midi.

Le Shérif, JOS.-L. CORMIER.
Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 21 mars, 1925.
[Première publication, le 28 mars, 1925]
1603—13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinth, to wit:
No. 274. } NAPOLEON BELANGER, plaintiff; against MRS. AGLAE LANGLOIS, defendant; and A. BEAUREGARD, curator to the surrender made in this cause.

1. A land situate in the parish of L'Ange-Gardien, on the north side of Angeline range, containing two arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less, being lot number one hundred and eighty nine (189), on the official cadastre of said parish;

2. A land situate in the parish of L'Ange Gardien, on the north side of Angeline range, containing three arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less, being lot number one hundred and ninety (190), on the official cadastre of the said parish—with buildings thereon erected;

3. A land situate in the parish of L'Ange Gardien, on the south side of Angeline range, containing two arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less, being lots numbers two hundred and six (206) and two hundred and seven (207), on the official cadastre of said parish—with buildings thereon erected.

To be sold, lots Nos. 189 and 190 of said cadastre, *en bloc*, also the land described on the third paragraph, at the parochial church door of L'Ange Gardien, TUESDAY, on the TWENTY EIGHTH day of APRIL next (1925), at HALF past FOUR o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER, Sheriff.
Sheriff's office, Saint Hyacinthe, March 21st, 1925.
[First publication, March 28, 1925]
1604—13-2

TROIS-RIVIÈRES

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } CLOVIS BORDELEAU, demandeur; vs J. WILFRID LAPORTE, défendeur, et DAME URSULIE ROBILLARD, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Elias Rivet, du même endroit, y faisant affaires seule sous les nom et raison sociale de "E. Rivet & Compagnie", adjudicataire.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir: Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Sainte-Thècle, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-trois (Ptie No 83) du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Thècle, contenant soixante-quinze pieds, plus ou moins, de largeur, sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur; borné en front par le chemin public, en profondeur par Casimir Gervais, d'un côté, au nord-ouest, par Arthur Cloutier, et de l'autre côté, au sud-est, par Jean Plamondon—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } CLOVIS BORDELEAU, plaintiff; vs J. WILFRID LAPORTE, defendant, and DAME URSULIE ROBILLARD, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Elias Rivet, of the same place, and carrying on business alone under the firm name and style of "E. Rivet & Company", adjudicataire.

As belonging to said defendant, to wit: A lot of land or emplacement situate in the parish of Ste Thècle, forming part of the lot of land known and designated under number eighty three (Pt. No. 83), of the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Ste Thècle, containing seventy five feet, more or less, in width by ninety feet in depth; bounded in front by the public road, in depth by Casimir Gervais, on one side, to the northwest, by Arthur Cloutier and on the other side, to the southeast, by Jean Plamondon—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être revendu à la folle enchère, aux frais, risques et périls de la dite adjudicataire Dame Ursulie Robillard, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thècle, dans le comté de Champlain, le DOUZIÈME jour de MAI prochain 1925, à DIX heures du matin, suivant l'ordonnance de l'Honorable Juge Auguste-M. Tessier, en date du 27 mars 1925.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 15 avril 1925. 1977
[Première publication, le 18 avril 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } DAVID FOUR-
No 605. } NIER, deman-
deur; vs JOSEPH FOURNIER, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
Une terre située en la concession Nord-Est de la rivière Gentilly, dans la paroisse de Gentilly, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Gentilly, sous les numéros quatre cent cinq et quatre cent six (405 et 406), de figure irrégulière, et contenant en total environ quatre-vingt-huit arpents et demi en superficie, et sans garantie de mesure précise—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Gentilly, dans le comté de Nicolet, le VINGTIÈME jour de MAI prochain, 1925, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 15 avril 1925. 1979—16-2
[Première publication, le 18 avril 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } JOSEPH ST-ONGE,
No 698. } demandeur; vs
NAPOLEON BORDELEAU, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Tite, dans le rang B sud, seigneurie de Sainte Anne, faisant partie du lot numéro deux cent soixante-dix-huit (Ptie No 278) du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Saint-Tite; borné en profondeur par le lac Trottier, du côté sud par Joseph Frigon, et de l'autre côté par Joseph Bédard, fils, et en front par le chemin public—avec une maison et autres bâtisses des us construites; sauf à distaire du dit morceau de terre un petit morceau de terrain d'environ un arpent avec source, qui a été vendu et qui est clos actuellement.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, en la ville de Saint-Tite, le VINGT-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, 1925, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 24 mars 1925. 1605—13-2
[Première publication, le 28 mars 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } LOUIS ROY, de-
No 539. } mandeur; vs OS-
CAR ROY, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
Un emplacement situé au coin nord des rues Notre-Dame et Carleton, faisant partie du lot numéro quatre cent cinquante (Ptie. No 450)

To be resold for false bidding, at the costs, risks and perils of said *adjudicataire*, Dame Ursulie Robillard, at the door of the church of the parish of Ste Thècle, in the county of Champlain, the TWELFTH day of MAY next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon, pursuant to an order of the Honourable Judge Auguste M. Tessier, dated the 27th. of March, 1925.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, April 15, 1925. 1973
[First publication, April 18, 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } DAVID FOURNIER,
No. 605. } plaintiff; vs JO-
SEPH FOURNIER, defendant;

As belonging to said defendant, to wit:
A farm situate in the concession northeast of river Gentilly, in the parish of Gentilly, known and designated on the official plan and book of reference of the county of Nicolet, for the said parish of Gentilly, under numbers four hundred and five and four hundred and six (405 and 406), of irregular figure, and containing a total of about ninety-eight arpents and a half in superficies, and without warranty of precise measurements—with the buildings, circumstances and dependancies.

To be sold at the door of the church of the parish of Gentilly, in the county of Nicolet, the TWENTIETH day of MAY next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, April 15, 1925. 1930—13-2
[First publication, April 18, 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } JOSEPH ST-ONGE,
No 698. } plain iff; vs NAPO-
LEON BORDELEAU, défendeur.

Seized as belonging to said defendant, to wit:
A parcel of land situate in the parish of Saint Tite, in Range B south, seigniory of Sainte Anne, being part of lot number two hundred and seventy eight (Pt. No. 278) of the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Saint Tite; bounded in depth by Lake Trottier, on the south side by Joseph Frigon, and on the other side by Joseph Bédard, jr., and in front by the public road—with a house and other buildings thereon erected; save and to deduct from the said parcel of land a small parcel of land of about one arpent with a spring thereon, which has been sold and which is presently enclosed by a fence.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Tite, in the town of Saint Tite, the TWENTY NINTH day of APRIL next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, March 24, 1925. 1606—13-2
[First publication, March 28, 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } LOUIS ROY, plaintiff;
No. 539. } vs OSCAR ROY,
defendant.

As belonging to said defendant, to wit:
An emplacement situate at the north corner of Notre Dame and Carleton Streets, forming part of lot number four hundred and fifty (Pt. No.

du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant vingt-six pieds et demi de largeur au front, sur la dite rue Notre-Dame, par soixante-dix-huit pieds de longueur, sur la dite rue Carleton, le tout à mesure anglaise, plus ou moins, et comprenant toute la partie de ce lot de terre située du côté sud-ouest de la ligne de division la séparant de la partie du même lot demeurant la propriété de Louis Roy, et formée par la ligne établie par le parement extérieur du pan sud-ouest de la maison à deux logements construite sur la dite partie de ce lot demeurant la propriété de Louis Roy, portant les Nos 480 et 482 de la dite rue Notre-Dame, prolongée jusqu'à la dite rue Notre-Dame et jusqu'à la profondeur de ces deux parties de lot, en ligne droite, et se terminant en profondeur à la partie du même lot appartenant à Dame Trefflé Lord—avec la maison dessus construite et portant le No 484 de la dite rue Notre-Dame, la partie du hangar s'y joignant et avec en plus, en faveur de l'acquéreur le droit de vue et d'ouvertures du côté nord-est de sa dite maison, tant qu'elle existera, et d'appui sur le dit pan sud-ouest de la dite maison de Louis Roy, pour s'en servir comme mur de celle qu'il érigera en remplacement de sa dite maison, et sujet aussi à la servitude de passage, tant à pied qu'en voiture et à perpétuité, en faveur de Louis Roy, pour l'utilité des locaux ou occupants de la dite maison de celui-ci, en arrière de la dite maison de l'acquéreur et pour communiquer à la cour de la dite maison de Louis Roy de la dite rue Carleton.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-HUITIÈME jour d'AVRIL prochain 1925, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 24 mars, 1925.
[Première publication, le 28 mars, 1925]
1607—13-2

450) of the official cadastre of the city of Three Rivers, measuring twenty-six feet and a half in width, in front, on said Notre Dame Street, by seventy-eight feet in depth, on said Carleton Street, the whole English measure and more or less, and consisting of all the part of said lot of land situate on the southwest side of the line of division, dividing it from the part of same lot remaining the property of Louis Roy, and formed by the line established by the outside facing of the southwest wall of the two tenement house erected upon the said part of such lot remaining the property of Louis Roy, bearing Nos. 480 and 482 of said Notre Dame Street, prolonged up to the said Notre Dame Street up to the depth of these two parts of lots, in a straight line, and ending in depth at the part of same lot belonging to Dame Trefflé Lord;—with the house thereon erected and bearing No. 484 of said Notre Dame Street, the part of the shed thereon, and together with, in favour of the purchaser, the right to place windows and doors on the northeast side of his said house, as long as it shall exist, and the right to rest upon the said southwest side of the said house of Louis Roy, to use same as wall of the house he may erect in the place of his said house, and subject also to the servitude of passage, both on foot and with vehicles and forever, in favour of Louis Roy, for the utility of the tenants or occupants of the said house of the latter, in rear of said house of the purchaser and to communicate to the yard of said house of Louis Roy from said Carleton Street.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the Court House, in the city of Three Rivers the TWENTY-EIGHTH day of APRIL next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PHI. L. LASSONDE,
Three Rivers, March 24, 1925. Sheriff.
[First publication, March 28, 1925]
1608—13-2

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 19 février 1925.

M. Raymond Côté, de Tadoussac, Qué., greffier de la Cour de magistrat pour le comté de Saguenay, à Tadoussac.

Québec, le 11 mars 1925.

MM. Joseph-Alfred-Émile Trudeau, de Saint-Lambert, employé civique, Zéphirin-Arthur Barré, de Saint-Hubert, cultivateur, Jean-Marie Desjardins, ingénieur, et Aristide Théoret, boulanger, de Pointe-Fortune, Vaudreuil, juges de paix pour le district de Montréal.

MM. François Coulombe, de Cleridorme, cultivateur, Paul Coton, de Saint-Yvon, cultivateur, et Félix Francœur, de Pointe-à-la-Frégate, cultivateur, juges de paix pour le district de Gaspé.

M. J.-O. Poutré, secrétaire-trésorier de North-Stanbridge, juge de paix pour le district de Bedford.

Appointments

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz:

Quebec, February 19, 1925.

Mr. Raymond Côté, of Tadoussac, Que., to be clerk of the Magistrate's Court, for the county of Saguenay, at Tadoussac.

Quebec, March 11, 1925.

Messrs. Joseph Alfred Emile Trudeau, of Saint-Lambert, civic employee, Zéphirin Arthur Barré, of Saint-Hubert, farmer, Jean Marie Desjardins, engineer, and Aristide Théoret, baker, of Pointe-Fortune, Vaudreuil, to be justices of the peace for the district of Montreal.

François Coulombe, of Cleridorme, farmer; Paul Coton, of Saint Yvon, farmer, and Félix Francœur, of Pointe à la Frégate, farmer, to be justices of the peace for the district of Gaspé.

J. O. Poutré, secretary-treasurer of North-Stanbridge, to be a justice of the peace for the district of Bedford.

M. Lucien Courval, Hull, Qué., député-greffier de la Couronne et député-greffier de la paix du district de Hull.

Lucien Courval, Hull, Que., to be deputy-clerk of the Crown and deputy-clerk of the peace of the district of Hull.

Québec, le 19 mars 1925.

M. Louis-Marcel Lymburner, de la cité de Montréal, industriel, juge de paix pour le district de Montréal.

M. Jean-Louis Sasseville, de Sainte-Anne-des-Monts, bourgeois, juge de paix pour le district de Gaspé.

MM. Samuel Gobeil, du canton de Ditton, industriel, et Majorique Bourret, de La Patrie, marchand, juges de paix pour le district de Saint-François.

M. John Linton Breakey, de Breakeyville, surintendant de "John Breakey, Ltd.", juge de paix avec juridiction sur les districts de Québec et Beauce, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 3361 des S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par la loi 9 George V, Chapitre 45.

M. Emile Dumont, de Shawinigan Falls, médecin, percepteur du revenu de la province pour le district du revenu de Shawinigan.

Quebec, March 19, 1925.

Louis Marcel Lymburner, of the City of Montreal, industrial, to be a justice of the peace for the district of Montreal.

Jean Louis Sasseville, of Sainte Anne des Monts, gentleman, to be a justice of the peace for the district of Gaspé.

Samuel Gobeil, of the township of Ditton, industrial, and Majorique Bourret, of La Patrie, merchant, to be justices of the peace for the district of Saint Francis.

John Linton Breakey, of Breakeyville, superintendent of John Breakey, Ltd., to be a justice of the peace, with jurisdiction over the districts of Quebec and Beauce, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 3361 Q. R. S. 1909, as amended by the Act 9 George V, chapter 45.

Emile Dupont, of Shawinigan Falls, physician, to be collector of revenue of the province for the Revenue district of Shawinigan.

Québec, le 27 mars 1925.

M. Norbert Keable, de Sainte-Anne-des-Monts, marchand, juge de paix pour le district de Gaspé.

M. Alphonse Blouin, de Villeroy, marchand, juge de paix pour le district de Québec.

MM. J.-B. Lavallée et Albert Deschatelets, tous deux de Roxton Falls, juges de paix pour le district de Bedford.

M. Esdras Morel, de Sainte-Rose-du-Dégelé, marchand et maître de poste, juge de paix pour le district de Kamouraska.

MM. Harold-F. Baldwin, de Baldwin's Mills, commis, George Hartwell et Jas.-F. Woodman, de Hatley Village, fermiers, Désiré Neveu, agent d'immigration, Allan-J. Moore, comptable, et Albert-F. Stewart, bijoutier, ces trois derniers de Rock Island, juges de paix pour le district de Saint-François.

MM. John-Edward Taylor, de Longueuil, agent, Amédée Gélinas et Eugène Picard, agents, J.-Chas. Shea, marchand en gros, ces trois derniers de la cité de Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

Quebec, March 27, 1925.

Norbert Keable, of Sainte Anne des Monts, merchant, to be a justice of the peace for the district of Gaspé.

Alphonse Blouin, of Villeroy, merchant, to be a justice of the peace for the district of Quebec.

J. B. Lavallée and Albert Deschatelets, both of Roxton Falls, to be justices of the peace for the district of Bedford.

Esdras Morel, of Sainte Rose du Degelé, merchant and post-master, to be a justice of the peace for the district of Kamouraska.

Harold F. Baldwin, of Baldwin's Mills, clerk, George Hartwell and Jas. F. Woodman, of Hatley village, farmer, Désiré Neveu, immigration agent, Allan J. Moore, accountant, and Albert Stewart, jeweller, the last three of Rock Island, to be justices of the peace for the district of Saint Francis.

John Edward Taylor, of Longueuil, agent, Amédée Gélinas and Eugène Picard, agents, J. Chas. Shea, wholesale merchant, the three last of the city of Montreal, to be justices of the peace for the district of Montreal.

Québec, le 2 avril 1925

M. Arthur-J. Rioux, de Causapsal, cultivateur, juge de paix pour le district de Rimouski.

M. Joseph Dumoulin, de Rouyn, comté de Témiscamingue, juge de paix pour le district de Pontiac.

M. Médard Desmarais, de Sainte-Christine, comté de Bagot, cultivateur, juge de paix pour le district de Saint-Hyacinthe.

M. Louis-Philippe Sirois, de Cabano, Témiscouata, courtier en assurance, juge de paix avec juridiction sur le district de Kamouraska, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 3361 des S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par la loi 9, G. V, Ch. 45.

Quebec, April 2, 1925.

Arthur J. Rioux, of Causapsal, farmer, to be a justice of the peace for the district of Rimouski.

Joseph Dumoulin, of Rouyn, county of Témiscamingue, to be a justice of the peace for the district of Pontiac.

Médard Desmarais, of Sainte Christine, county of Bagot, farmer, to be a justice of the peace for the district of Saint Hyacinthe.

Louis Philippe Sirois, of Cabano, Témiscouata, insurance broker, to be a justice of the peace with jurisdiction over the district of Kamouraska, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 3361 Q. R. S. 1909, as amended by the Act 9 G. V, ch. 45.

1959

1960

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

N. PERODEAU.

[L.S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,)
Assistant procureur général.) ATTENDU que l'article 1663 des Statuts refondus de Québec, 1909, décrète entre autres choses, que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra désigner, par proclamation, un jour qui sera observé comme "JOUR DES ARBRES" pour la plantation des arbres forestiers dans Notre province;

ATTENDU que pour la partie ouest de la province, comprenant les comtés d'Abitibi, Argen-teuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Deux-Montagnes, Drummond, Hull, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Labelle, L'Assomption, Laval, Maisonneuve, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montréal-Dorion, Montréal-Laurier, Montréal - Mercier, Montréal - Sainte - Anne, Montréal-Sainte-Marie, Montréal-Saint-Georges, Montréal-Saint-Henri, Montréal-Saint-Jacques, Montréal-Saint-Laurent, Montréal-Saint-Louis, Montréal-Verdun, Napierville-Laprairie, Papi-neau, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Maurice, Témiscamingue, Terrebonne, Trois-Rivières, Vaudreuil, Verchères, Westmount et Yamaska, Nous avons jugé à propos de fixer le jeudi, 23 avril 1925, pour la plantation des arbres;

ATTENDU que pour la partie est de la province, comprenant les comtés d'Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix-Saguenay, Chicoutimi, Dorchester, Frontenac, Gaspé, Iles-de-la-Madeleine, Kamouraska, Lac-Saint-Jean, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Matapédia, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Québec, Québec-Centre, Québec-Est, Québec-Ouest, Rimouski, Saint-Sauveur, Témiscouata et Wolfe, Nous avons jugé à propos de fixer le jeudi 7 mai 1925, pour la plantation des arbres;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons ordonné et réglé et par les présentes régions et ordonnons que le jeudi, 23 avril 1925, sera observé comme "JOUR DES ARBRES" dans la partie Ouest de Notre province, et que le jeudi, 7 mai 1925, sera observé comme "JOUR DES ARBRES", dans la partie Est de Notre province.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concer-ner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

N. PERODEAU.

[L.S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,)
Deputy Attorney General.) WHEREAS article 1663 of the Re-vised Statutes, 1909, enacts amongst other things that the Lieutenant-Governor in Council may appoint by proclamation a date to be observed as "ARBOR DAY" for the planting of forest trees in Our Province;

WHEREAS that for the Western part of the Province, comprising the counties of Abitibi, Argen-teuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Two-Moun-tains, Drummond, Hull, Huntingdon, Iberville, Jacques Cartier, Joliette, Labelle, L'Assomption, Laval, Maisonneuve, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montreal-Dorion, Montreal-Laurier, Montreal-Mercier, Montreal-Saint-Ann, Mon-treal-Saint-Mary, Montreal-Saint-George, Mon-treal-Saint-Henry, Montreal-Saint-James, Mon-treal-Saint-Lawrence, Montreal-Saint-Louis, Montreal-Verdun, Napierville-Laprairie, Papi-neau, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-John's, Saint-Maurice, Temiscamingue, Terrebonne, Three-Rivers, Vau-dreuil, Verchères, Westmount and Yamaska, We have deemed fit to fix Thursday, the 23rd of April, 1925, for the planting of trees;

WHEREAS that for the Eastern part of the Province, comprising the counties of Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix-Saguenay, Chicoutimi, Dorchester, Frontenac, Gaspe, Magdalen-Islands, Kamou-raska, Lake-Saint-John, Levis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Matapédia, Megantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Quebec, Que-bec-Centre, Quebec-East, Quebec-West, Rimous-ki, Saint-Sauveur, Temiscouata and Wolfe, We have deemed fit to fix Thursday, the 7th of May, 1925, for the planting of trees;

NOW KNOW YE, with the advice and con-sent of Our Exécutif Council, We have ruled and ordered, and by these presents do rule and order that Thursday, the 23rd of April, 1925, shall be observed as "ARBOR DAY" in the Western part of Our Province, and that Thursday, the 7th of May, 1925, shall be observed as "ARBOR DAY" in the Eastern part of Our Province.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the

NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUEBEC, ce DIX-SEPTIEME jour du mois d'AVRIL, l'an de grâce mil neuf cent vingt-cinq et de Notre règne le quinzième.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
1981] **C. J. SIMARD.**

Honourable **NARCISSE PERODEAU**, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SEVENTEENTH day of the month of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty five, and in the fifteenth of Our Reign.

By command,

1982 **C. J. SIMARD,**
Assistant Provincial Secretary.

Liquidation—Avis de

Canada, province de Québec, district de Québec. Cour supérieure, No 1899. Sous la loi des Liquidations, S. R. C., 1906, C. 144.

La Cie Hydraulique de Portneuf, Incorporée, en liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une ordonnance de cette Cour, en date du 15 avril 1925, le soussigné a été nommé liquidateur de la "Cie Hydraulique de Portneuf, Incorporée", en vertu de la loi des Liquidations, S. R. C., 1906, Chap. 144.

Les réclamations attestées sous serment devront être produites entre mes mains d'ici le 20 mai 1925.

Montréal, 16 avril 1925.

Le liquidateur,
F. W. SHARP,

1975 83 rue Craig Ouest, Montréal.

Winding up Notice

Canada, Province of Quebec, district of Quebec. In the Superior Court, No. 1899. Under the Winding-Up Act, R. S. C., 1906, C. 144.

La Cie Hydraulique de Portneuf, Incorporée, in liquidation.

Notice is hereby given that on the 15th day of April 1925, by an order of the Court, the undersigned was appointed liquidator of "La Cie Hydraulique de Portneuf, Incorporée", under the Winding-Up Act, R. S. C., 1906, C. 144.

Sworn claims must be filed with me before the 20th May 1925.

Montreal, 16th April 1925.

F. W. SHARP,

Liquidator.

1976 83 Craig St. West, Montreal.

Ventes—Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi, Cour supérieure (en faillite).

Dans l'affaire de Patrick Dumais, failli.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un terrain situé dans la ville de Chicoutimi, au nord de la rue Racine, formant partie du lot numéro deux cent treize (213) du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, lequel terrain, de figure régulière, mesure quarante-huit pieds de largeur ou environ et est compris dans les bornes suivantes: vers le sud à la rue Racine, telle qu'actuellement délimitée, vers le nord à la rivière Saguenay, du côté est au terrain de P.-T. Légaré, Limitée, représentant l'honorable J.-A. Gagné, et du côté ouest au terrain de C.-P. Dumais, suivant une ligne droite partant de la rue Racine, courant nord et passant dans le côté extérieur est de la galerie est de la maison de C.-P. Dumais, érigée sur le terrain voisin du côté ouest—avec ensemble le magasin érigé sur ce terrain et toutes dépendances et droit de vue et de passage, tel qu'établi en l'acte de vente de C.-Polydore Dumais à C.-P. Dumais, devant R. Belleau, N.P., le 6 mars 1923, dûment enregistré.

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Chicoutimi, en matière de faillite, rendu le vingt-trois mars, mil neuf cent vingt-cinq, suivant les dispositions de la loi de faillite, article 20, par. 4., etc., ayant effet du décret, au bureau du shérif du district de Chicoutimi, situé au Palais de Justice, en la dite ville de Chicoutimi, **VENDREDI**, le **VINGT-DEUXIEME**

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi. Superior Court (Sitting in Bankruptcy).

In the matter of Patrick Dumais, bankrupt.

Public notice is hereby given that the immovable described as follows:

A lot of land situate in the town of Chicoutimi, to the north of Racine Street, forming part of lot number two hundred and thirteen (213) of the official cadastre of the town of Chicoutimi, said lot of land being of regular figure and measuring forty-eight feet in width or thereabouts, and is bounded as follows: to the south by Racine Street as presently delimited, to the north by the river Saguenay, on east side by the land of P. T. Légaré, Limited, representing the Honourable J. A. Gagné, and on the west side by the land of C. P. Dumais, following a straight line starting from Racine Street running northerly and passing in the east outside wall of the east gallery of the house of C. P. Dumais, erected on the neighbouring lot on the west side—together with the store erected upon such lot of land and all dependencies and also with a right of view and passage, as established in the deed of sale from C. Polydore Dumais to C. P. Dumais, before R. Belleau, N.P., the sixth of March, 1923, duly registered.

Will be sold under a judgment of the Superior Court of the district of Chicoutimi, sitting in Bankruptcy, rendered the twenty-third day of March, one thousand nine hundred and twenty five, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 20, paragraph 4, etc., having the effect of a sheriff's sale, at the office of the sheriff of the district of Chicoutimi, situate in

ME jour du mois de MAI, mil neuf cent vingt-cinq, à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire).

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour information et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic
VINCENT LAMARRE.

Bureau: 83 Craig Ouest, Montréal.
Montréal, 15 avril 1925. 1963—16-2

Dans l'affaire de Arthur Lord, Saint-Narcisse, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le SIXIEME jour de mai 1925, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église de la paroisse de Saint Adelphe, l'immeuble suivant, savoir:

Un certain terrain situé en la paroisse de Saint-Adelphe, ayant front à la Rivière de Batiscan, côté ouest, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent soixante-huit (368), sur les plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Stanislas, contenant un arpent de largeur, sur trente-six arpents de profondeur; prenant son front à la rivière de Batiscan, en arrière aux terres non concédées ou représentants, d'un côté au nord à Tancrède Ayotte, de l'autre côté au sud à Lazare Veillette ou représentant—avec ensemble une maison et autres bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Et en détail sur la ferme immédiatement après la vente de l'immeuble ci-dessus, le roulant faisant partie de l'actif de cette succession.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C.P.C. et article 20, paragraphe 4a, b, c, de la Loi de Faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus amples renseignements, s'adresser à

Le syndic,
HENRI BISSON.

Bureau: 142 rue Notre-Dame.
Trois-Rivières, 25 mars 1925. 1683—14-2

the Court House, in said town of Chicoutimi, on FRIDAY, the TWENTY SECOND day of the month of MAY, one thousand nine hundred and twenty five, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

Terms of payment: 20% cash, the balance within three days.

For particulars and lists of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,
Trustee.

Office: 83 Craig Street West, Montreal.
Montreal, April 15, 1925. 1964—16-2

In the matter of Arthur Lord, Saint Narcisse, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the SIXTH day of MAY 1925, at ELEVEN o'clock A. M., there will be sold by public auction at the door of the church of the parish of Saint Adelphe, the following immovable, to wit:

That certain lot of land situate in the parish of Saint Adelphe, fronting on Batiscan river, west side, forming part of the lot of land known and designated under number three hundred and sixty eight (368), on the official plan and book of reference for the parish of Saint Stanislas, containing one arpent in width by thirty six arpents in depth; bounded in front by the Batiscan river, in rear by the ungranted lands or representatives, on one side to the north by Tancrède Ayotte, and on the other side to the south by Lazare Veillette or representatives—together with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

And in separate lots immediately after the sale of the above immovable, the rolling stock forming part of the assets of this Estate.

The titles and certificates may be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to article 716-717 C.C.P. and article 20, parag. 4a, b, c, of the Bankruptcy Act and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash. For further particulars, apply to

HENRI BISSON,
Trustee.

Office: 142 Notre Dame Street.
Three Rivers, March 25, 1925. 1684—14-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 16

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dame Crassopolo vs Catzandonis.....	1368
" Deeb vs Haddad.....	1368
" Derosia vs MeLeish.....	1367
" Gaudreault vs Simard.....	1367
" Hovington vs Marcoux.....	1367
" Lamothe vs Pinonnault.....	1368
" Magnan vs Bélisle.....	1368
" Rousseau vs Ruel.....	1368
" St-Ours vs Rupert.....	1367
" Turcotte vs Chauvette.....	1367

ANNONCEURS:—Avis aux:—..... 1345

AVIS DIVERS :—

Bélanger, P.-E.-Emile, notaire destitué..	1369
La Corporation d'Énergie de Montmagny	1369

Index of the Quebec Official Gazette, No 16

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dame Crassopolo vs Catzandonis.....	1368
" Deeb vs Haddad.....	1368
" Derosia vs MeLeish.....	1367
" Gaudreault vs Simard.....	1367
" Hovington vs Marcoux.....	1367
" Lamothe vs Pinonnault.....	1368
" Magnan vs Bélisle.....	1368
" Rousseau vs Ruel.....	1368
" St-Ours vs Rupert.....	1367
" Turcotte vs Chauvette.....	1367

ADVERTISERS:—Notice to:—..... 1345

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Bélanger, P. E. Emile, notary removed..	1369
La Corporation d'Énergie de Montmagny	1369

BUREAU-CHEF :—

Château-Richer Quarry, Lt'd..... 1369

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Notre-Dame-de-la-Merci..... 1362
 Partie Eaton à Sawyerville..... 1362
 Ptie Sainte-Elisabeth à Saint-Charles-
 Borromée..... 1363
 Pte Gentilly à Sainte-Marie-de-Bland-
 ford..... 1363
 Ptie Grande-Anse à Saint-Georges-de-
 Malbaie..... 1362
 St-Mathias..... 1362

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

America & Foreign Marine Insurance
 Co..... 1363
 British America Assurance Co..... 1365
 Brotherhood Cooperation Society of
 Ain Hercha..... 1366
 Caledonian Insurance Co..... 1364
 Law, Union & Roch Ins. Co., Ltd..... 1364
 North British & Mercantile Ins. Co.,
 Ltd..... 1364
 Northwestern Mutual Fire Association.. 1366
 Quebec Fire Insurance Co..... 1364
 The Boiler Inspection & Ins. Co. of
 Canada..... 1365
 The Caledonian American Ins. Co..... 1365
 The General Animals Insurance Co. of
 Canada..... 1363
 The Home Insurance Co..... 1365
 The World Fire & Marine Ins. Co..... 1363
 Western Assurance Company..... 1366

LETTRES PATENTES :—

Almo Producing Co., Lt'd..... 1346
 Art Linen Manufacturing Co., Lt'd..... 1348
 Chez Perreault, ltée..... 1351
 Club de Rawdon, Inc..... 1352
 General Industries, Inc..... 1353
 John H. P. Wood Co., Lt'd..... 1354
 La Cie Dentaire Masson, ltée—Masson
 Dental Co., Lt'd..... 1355
 Produits Supérieurs de Ciment, ltée—
 Superior Concrete Products, Lt'd..... 1358
 Société Générale Montréalaise, ltée..... 1356
 The Canadian Exploration, Lt'd..... 1359
 The Commercial Jobbin House, Lt'd.... 1360

LIQUIDATION, AVIS DE :—

La Cie Hydraulique de Portneuf, Inc.... 1394
 Les Habitations Limoilou, Limitée..... 1370

NOMINATIONS :—

Diverses..... 1391

PROCLAMATION :—

Jour des Arbres..... 1393

RATIFICATION DE TITRE :—

Pélodeau, Jean-Baptiste..... 1370

SOUMISSIONS :—

Cité de Hull..... 1371

CHIEF OFFICE :—

Château-Richer Quarry, Lt'd..... 1369

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Notre-Dame-de-la-Merci..... 1362
 Part Eaton to Sawyerville..... 1362
 Pt. Sainte Elisabeth to Saint Charles
 Borromée..... 1363
 Ptie Gentilly to Sainte-Marie-de-Bland-
 ford..... 1363
 Pt. Grande-Anse to Saint-Georges-de-
 Malbaie..... 1362
 St-Mathias..... 1362

TREASURY DEPARTMENT :—

America & Foreign Marine Insurance
 Co..... 1363
 British America Assurance Co..... 1365
 Brotherhood Cooperation Society of
 Ain Hercha..... 1366
 Caledonian Insurance Co..... 1364
 Law, Union & Roch Ins. Co., Ltd..... 1364
 North British & Mercantile Ins. Co.,
 Ltd..... 1364
 Northwestern Mutual Fire Association.. 1366
 Quebec Fire Insurance Co..... 1364
 The Boiler Inspection & Ins. Co. of
 Canada..... 1365
 The Caledonian American Ins. Co..... 1365
 The General Animals Insurance Co. of
 Canada..... 1363
 The Home Insurance Co..... 1365
 The World Fire & Marine Ins. Co..... 1363
 Western Assurance Company..... 1366

LETTERS PATENT :—

Almo Producing Co., Lt'd..... 1346
 Art Linen Manufacturing Co., Lt'd..... 1348
 Chez Perreault, ltée..... 1351
 Club de Rawdon, Inc..... 1352
 General Industries, Inc..... 1353
 John H. P. Wood Co., Lt'd..... 1354
 La Cie Dentaire Masson, ltée—Masson
 Dental Co., Lt'd..... 1355
 Produits Supérieurs de Ciment, ltée—
 Superior Concrete Products, Lt'd..... 1358
 Société Générale Montréalaise, ltée..... 1356
 The Canadian Exploration, Lt'd..... 1359
 The Commercial Jobbin House, Lt'd.... 1360

WINDING UP NOTICE :—

La Cie Hydraulique de Portneuf, Inc.... 1394
 Les Habitations Limoilou, Limitée..... 1370

APPOINTMENTS :—

Miscellaneous..... 1391

PROCLAMATION :—

Arbor Day..... 1393

CONFIRMATION OF TITLE :—

Pélodeau, Jean-Baptiste..... 1370

TENDERS :—

City of Hull..... 1371

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—	SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE :—
Dominion Express Company..... 1372	Dominion Express Company..... 1372
VENTES, LOI DE FAILLITE :—	SALES, BANKRUPTCY ACT :—
Arseneault, Loguay..... 1372	Arseneault, Loguay..... 1372
Couillard, Joseph-Norbert..... 1372	Couillard, Joseph-Norbert..... 1372
Dumais, Patrick..... 1394	Dumais, Patrick..... 1394
Lord, Arthur..... 1395	Lord, Arthur..... 1395
VENTE POUR TAXES :—	SALES FOR TAXES :—
Ville de Greenfield Park..... 1374	Town of Greenfield Park..... 1374
VENTES PAR LES SHÉRIFS :—	SHERIFF'S SALES :—
ABITIBI :—	ABITIBI :—
Lamarche vs Lamarche..... 1377	Lamarche vs Lamarche..... 1377
BEDFORD :—	BEDFORD :—
Lemaire vs Fournier..... 1377	Lemaire vs Fournier..... 1377
Lemaire vs Fournier..... 1378	Lemaire vs Fournier..... 1378
Thibault vs Roy..... 1378	Thibault vs Roy..... 1378
CHICOUTIMI :—	CHICOUTIMI :—
Levesque <i>et al</i> vs Brochu..... 1379	Levesque <i>et al</i> vs Brochu..... 1379
KAMOURASKA :—	KAMOURASKA :—
Vézina vs Leclerc <i>et vir</i> 1379	Vézina vs Leclerc <i>et vir</i> 1379
MONTMAGNY :—	MONTMAGNY :—
Collin vs Pelletier..... 1380	Collin vs Pelletier..... 1380
St-Pierre vs St-Laurent <i>et al</i> 1380	St-Pierre vs St-Laurent <i>et al</i> 1380
MONTREAL :—	MONTREAL :—
Cité de Lachine vs Armstrong..... 1382	City of Lachine vs Armstrong..... 1382
Dagenais vs The Rosemont Land Co., Lt'd..... 1383	Dagenais vs The Rosemont Land Co., Lt'd..... 1383
Lancôt <i>et al</i> vs Séguin..... 1384	Lancôt <i>et al</i> vs Séguin..... 1384
Landry <i>et al</i> vs Westwark Realities, Lt'd..... 1381	Landry <i>et al</i> vs Westwark Realities, Lt'd..... 1381
Sa Majesté le Roi vs Legault..... 1381	His Majesty the King vs Legault..... 1381
Stanger vs Color & Chemical Corp., Lt'd..... 1383	Stanger vs Color & Chemical Corp., Lt'd..... 1383
Wayne Tank & Pump Co. of Canada, Lt'd vs Menard..... 1384	Wayne Tank & Pump Co. of Canada, Lt'd vs Menard..... 1384
QUÉBEC :—	QUEBEC :—
La Cité de Québec vs Couture..... 1385	The City of Quebec vs Couture..... 1385
Le Comptoir du Crédit, Limitée vs Ver- rault..... 1386	Le Comptoir du Crédit, Limitée vs Ver- rault..... 1386
RICHELIEU :—	RICHELIEU :—
Brunet vs Mathieu..... 1386	Brunet vs Mathieu..... 1386
Roberge vs Pepin..... 1387	Roberge vs Pepin..... 1387
Villiard vs Nault..... 1387	Villiard vs Nault..... 1387
RIMOUSKI :—	RIMOUSKI :—
Tremblay vs Massé..... 1388	Tremblay vs Massé..... 1388
SAINT-FRANCOIS :—	SAINT FRANCIS :—
Chaddock vs Perron <i>et al</i> 1388	Chaddock vs Perron <i>et al</i> 1388
SAINT-HYACINTHE :—	SAINT-HYACINTHE :—
Bélangier vs Langlois..... 1389	Bélangier vs Langlois..... 1389

TROIS-RIVIÈRES :—

Bordeleau vs Laporte.....	1389
Fournier vs Fournier.....	1390
Roy vs Roy.....	1390
St-Onge vs Bordeleau	1390

THREE RIVERS :—

Bordeleau vs Laporte.....	1389
Fournier vs Fournier.....	1390
Roy vs Roy.....	1390
St-Onge vs Bordeleau.....	1390